

Pensions alimentaires – divorce : Une loi pour garantir les versements bientôt mise en place

P.03



SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

N°3661 Lundi 11 Décembre 2023 - Prix: 20 DA - www.seybouseimes.dz

Ramadhan 2024 : Mesures pour assurer la disponibilité des produits de large consommation

P.05

Annaba

Le wali, Abdelkader Djellaoui, met en garde contre l'empiétement sur les terres étatiques

P.06



ANNABA - EDUCATION



Allocation budgétaire supplémentaire pour aider les établissements éducatifs

P.07

ANNABA - CULTURE



Le forum littéraire national axé sur la littérature algérienne et les luttes historiques

P.06



PLF 2024

Les frais de renouvellement du passeport réduits ; Le nouveau tarif connu

P.03

Le président de la République préside une réunion du Conseil des ministres

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, dimanche, une réunion du Conseil des ministres

consacrée à plusieurs projets et secteurs, indique un communiqué de la Présidence de la République.

La réunion du Conseil des ministres portera notamment sur "la situation des silos de stockage des céréales,

l'usine de ciment à Djelfa, le projet de l'usine de ciment à Labiod Sidi Cheikh à El Bayadh, le suivi des deux projets de réalisation de la ville médiatique "Dzaïr média city" et de la ligne ferroviaire minière Bechar-

Tindouf-Gara Djebilet, la situation des stations de dessalement de l'eau de mer, en sus de l'examen des données de l'équilibre d'approvisionnement du marché national", lit-on dans le communiqué.



Attaf représente le président de la République aux travaux du 21ème Forum de Doha

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, est arrivé, samedi, Doha (Qatar) pour représenter le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux travaux de la 21e édition du Forum de Doha, qui débute dimanche, indique un communiqué du ministère.

Chargé par le président de la République, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, est arrivé, ce soir, dans la capitale du Qatar, pays frère, où il participera, à partir de demain, en tant que représentant personnel du



Président Abdelmadjid Tebboune, aux travaux de la 21e édition du Forum de Doha, placée sous le thème "Bâtir un avenir commun+", lit-on dans le communiqué.

Le Forum de Doha est une rencontre internationale annuelle qui encourage le dialogue, le débat, l'interaction et l'échange d'analyses et de vues sur les défis actuels dans le monde, et ce,

avec la participation de dirigeants, de représentants de gouvernements, de décideurs, d'intellectuels, de chercheurs, de journalistes et d'universitaires.

Les travaux de cette édition seront axés sur "les voies et perspectives permettant de surmonter les situations de crise aux niveaux international et régional, dans un contexte marqué par des dysfonctionnements structurels dans le système des relations internationales", précise la même source.

"La cause palestinienne sera au cœur des débats au regard des graves développements dans les territoires palestiniens occupés, notamment

après l'incapacité du Conseil de sécurité à faire cesser l'agression et les crimes israéliens commis dans la bande de Ghaza et à assurer la sécurité nécessaire au peuple palestinien", poursuit le communiqué.

La participation de M. Attaf aux travaux du Forum de Doha "confirme la solidité des relations de fraternité et de coopération algéro-qataries, à la faveur du grand intérêt qui leur est porté par les dirigeants des deux pays, le Président Abdelmadjid Tebboune et son frère l'Emir Tamim bin Hamad Al Thani", souligne la même source, ajoutant que cette participation "témoigne aussi de l'attachement constant de l'Algérie aux valeurs

de dialogue et de coopération et à l'action internationale multilatérale pour la cristallisation de solutions consensuelles permettant de colmater les brèches et les divisions auxquelles se heurte la communauté internationale actuellement".

Cette participation permettra en outre de réaffirmer les positions constantes de l'Algérie et ses efforts soutenus en faveur des causes justes, la cause palestinienne en tête, selon le communiqué.

En marge des travaux du Forum de Doha, M. Attaf tiendra une série de rencontres bilatérales avec plusieurs de ses homologues de pays frères et amis, conclut le document.

Début du 21ème Forum de Doha

Les travaux de la 21e édition du Forum de Doha ont débuté dimanche, avec la participation du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, représentant personnel du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Le forum, qui se tient sous le slogan "Construire un avenir commun", enregistre également la participation du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et de plusieurs chefs d'Etat et organisations internationales. S'exprimant à l'ouverture de cette rencontre, M. Guterres a déploré la "paralysie" des Nations unies face à l'agression sioniste contre la bande de Ghaza, disant regretter que le Conseil de sécurité n'ait pas voté en faveur d'un cessez-le-feu.

Il a estimé que le Conseil de sécurité était "paralysé par des divisions géostratégiques", compromettant ainsi sa capacité à trouver des solutions aux conflits. "L'autorité et la crédibilité du Conseil de sécurité ont été gravement compromises" par sa réponse tardive au conflit au Proche-Orient, une atteinte à sa réputation aggravée par le veto



opposé vendredi par les Etats-Unis à une résolution appelant à un cessez-le-feu à Ghaza, a-t-il encore dit.

Le projet de résolution avait été préparé après l'invocation sans précédent par le Secrétaire général de l'ONU de l'article 99 de la Charte des Nations unies lui permettant d'attirer l'attention du Conseil de sécurité sur un dossier qui "pourrait mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales".

"J'ai réitéré mon appel à déclarer un cessez-le-feu humanitaire (...) malheureusement, le Conseil de sécurité a échoué à le faire", a regretté M. Guterres. "Je peux promettre que je ne renoncerais pas", a-t-il ajouté.

"Nous courons un risque grave d'effondrement du système humanitaire. La situation évolue rapidement vers une catastrophe aux implications potentiellement irréversibles pour les Palestiniens dans leur ensemble et pour la paix et la sécurité dans la région", a, en outre, averti M. Guterres.

Le Forum de Doha est une rencontre internationale annuelle qui encourage le dialogue, le débat, l'interaction et l'échange d'analyses et de vues sur les défis actuels dans le monde, et ce, avec la participation de dirigeants, de représentants de gouvernements, de décideurs, d'intellectuels, de chercheurs, de journalistes, d'universitaires et d'organisations internationales.

CÉRÉMONIE D'INVESTITURE DU PRÉSIDENT ARGENTIN ÉLU :

Boughali arrive à Buenos Aires



Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, est arrivé dans la nuit de samedi à dimanche à Buenos Aires (Argentine) pour représenter le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la cérémonie d'investiture du président argentin élu, M. Javier Milei, indique dimanche un communiqué de l'APN.

"M. Boughali a été accueilli, à son arrivée à l'aéroport de la capitale, par des représentants des autorités argentines et de l'ambassade d'Algérie dans ce pays", précise la même source. La cérémonie d'investiture du Président Javier Milei aura lieu, dimanche au siège du Parlement argentin, en présence de nombre de chefs d'Etat et de gouvernement ou de leurs représentants, conclut le communiqué.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Édité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE
Siège social : Commune El Bouni ZHUN
Promotion Immobilière Yahia Abdelaziz,
rez-de-chaussée
Annexe : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur général :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouseimes.dz
Email: redaction@seybouseimes.dz
contact@seybouseimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité
Benzekri Bât F N ° : 424
Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

Pensions alimentaires – divorce : Une loi pour garantir les versements bientôt mise en place

Les députés de l'APN examinent en ce moment même un projet de loi qui pourrait révolutionner la garantie de la pension alimentaire. L'objectif principal de ce texte est d'assurer le versement de la pension alimentaire aux femmes divorcées et aux enfants sous leur garde, même en cas de défaillance de paiement de la part de l'ex-mari, avec la possibilité d'utiliser des mesures coercitives ciblées.

Retards de versement de la pension alimentaire : Vers l'adoption d'une mesure corrective



Le 4 décembre 2023, devant la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a présenté ce projet de loi. Il cible spécifiquement les lacunes actuelles dans le système, notamment les situations où l'ex-

mari refuse de verser la pension alimentaire décidée par la justice. Selon le ministère de la Justice, ce projet a pour objectif de réformer le cadre législatif d'intervention de l'État afin de garantir le droit à la pension alimentaire, colmatant ainsi les lacunes constatées lors de l'application de la loi n° 15-01 du 4 janvier 2015, qui a créé un fonds de pension alimentaire.

De manière concrète, l'État versera les montants décidés par la justice aux bénéficiaires à travers un fonds de pension alimentaire placé sous la tutelle du ministère de la Justice. Les

redevances impayées seront ensuite recouvrées par les services du trésor de la wilaya, conformément aux mécanismes définis par le projet.

Un mécanisme de redevance passant par la Justice

Le projet de loi spécifie que les redevances financières seront prises en charge par le budget de l'État, avec le trésorier de la wilaya responsable de leur paiement et de leur recouvrement. Pour assurer le recouvrement, le trésorier pourra utiliser le droit de communication prévu par la législation et recourir, si

nécessaire, aux procédures de recouvrement forcé. En d'autres termes, l'État se réserve le droit de prélever les sommes dues directement dans les actifs du débiteur.

« Le trésorier de wilaya transmet aussi l'état portant la liste nominative des débiteurs à l'agence judiciaire du trésor, pour se constituer partie civile devant les juridictions, dans toutes les affaires de non-paiement de la pension alimentaire où le créancier a bénéficié des redevances financières » explique le ministre.

PLF 2024 :

Les frais de renouvellement du passeport réduits, le nouveau tarif connu

Dans le cadre du Projet de Loi de Finances 2024 (PLF 2024), une proposition susceptible d'apporter un soulagement financier aux voyageurs en Algérie est à l'étude. Le gouvernement envisage de réduire les coûts associés à la délivrance d'une catégorie précise de passeports, une mesure qui pourrait profiter à de nombreux citoyens en quête de renouvellement de leurs documents de voyage.

Réduction des frais de passeport : Le PLF 2024 allège la charge pour les voyageurs algériens

Cette année, le Projet de Loi

des Finances vise plusieurs secteurs d'activités. Les réformes concernent notamment les frais de renouvellement des passeports algériens de 48 pages.

Ainsi, pour la procédure standard de délivrance du passeport, le tarif du timbre sera réduit de 12 000 à 9 000 dinars. Une réduction substantielle qui vise à faciliter l'accès à ce document essentiel pour de nombreuses personnes.

De plus, pour ceux qui ont besoin d'obtenir leur passeport en un temps record, grâce à la procédure accélérée de cinq jours, le coût du timbre passera effectivement de 60 000 dinars à 45 000 dinars, ce qui représente une économie

significative pour les demandeurs en besoin urgent.

Un problème de surplus de passeports

L'objectif principal de cette mesure est de stimuler la demande et d'accélérer l'écoulement du stock actuel de passeports de 48 pages. En effet, le nombre de ces passeports en réserve s'élèverait actuellement à 615 000 unités au sein des centres de production gérés par la direction des titres et des documents sécurisés. Pourtant, la demande annuelle de ce type de passeports ne dépasse pas les 17 000 unités, ce qui a conduit à un excédent considérable.



En revanche, il convient de noter que les frais relatifs aux passeports de 28 pages resteront inchangés. Les coûts de timbre demeureront à 6 000 dinars pour la procédure normale et à 25 000 dinars pour la procédure accélérée, ce qui offre aux citoyens une variété d'options pour répondre à leurs besoins en matière de voyage.

Augmentation des salaires : ce que prévoit le PLF 2024 pour les employés algériens

Lors d'une réunion de conseil des Ministres consacrée à l'étude du PLF 2024, le président Tebboune a émis des instructions visant à soutenir le pouvoir d'achat des citoyens.

Le président a réitéré son engagement en faveur de l'augmentation salariale annoncée il y a quelques années en donnant une série de consignes pour atteindre cet objectif. Pour rappel, Abdelmadjid Tebboune s'était engagé à ce que les salaires des travailleurs algériens soient revus à la hausse de 47 % d'ici à l'année 2024 suite à son élection en 2019.

Bourse universitaire 2023/2024 : Une importante annonce pour les étudiants

La plateforme « Minhati », dédiée aux dépôts des dossiers de la bourse universitaire, connaît une nouvelle mise à jour. Ainsi, les étudiants algériens peuvent désormais connaître les résultats de l'étude de leurs dossiers.

En effet, dans le cadre des efforts du ministère de l'Enseignement supérieur, visant à parvenir à « 0 papier », les étudiants ont la possibilité de consulter, via la plate-forme « Minhati », l'issue de l'étude de leurs dossiers de la bourse.

Après avoir effectué les démarches de l'authentification, l'étudiant pourra connaître si son dossier a été retenu ou pas. Au cas d'une réponse négative, un message s'affichera et détaillera le motif du refus.

Ce dernier est généralement dû au manque enregistré dans le dossier de renouvellement de la bourse. L'étudiant sera prié d'accomplir l'ensemble des documents requis pour bénéficier de sa prime désormais mensuelle.

Année universitaire 2023/2024 : les nouveautés concernant la bourse À l'initiative du président de la



République, M. Abdelmadjid Tebboune, le montant de la bourse universitaire a été élevé de 1.300 Da à 2000 DA/mois. Par ailleurs, les étudiants ont pu effectuer les différentes démarches de l'inscription, ou de la réinscription, sur la plateforme du ministère de l'Enseignement supérieur. Cette démarche de « numérisation » s'est étendue pour inclure, entre autres, le renouvellement des dossiers de la bourse universitaire.

Bulletins scolaires : Le ministre de l'Éducation nationale annonce l'intégration d'une nouvelle note

À la fin des examens, débute l'attente des résultats et des bulletins par les parents et les élèves. Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a ordonné une correction collective en collaboration avec les élèves. De plus, les notes sont enregistrées sur une plateforme numérique après vérification de leur exactitude.

Les établissements éducatifs ont débuté les examens du premier trimestre la semaine dernière et ce, jusqu'au 14 décembre, suivant le calendrier des trois cycles éducatifs.

Une caractéristique remarquable cette année est l'intégration dans les examens semestriels de l'évaluation continue, notée sur 20, tenant compte du comportement des élèves en classe. Trois points sont accordés pour le comportement, les absences injustifiées et les retards, ainsi que pour la préparation et la présence du matériel nécessaire, le maintien d'un cahier organisé, la participation, le travail



individuel, l'accomplissement des devoirs, et l'implication au sein du groupe.

La démarche rigoureuse du ministère pour assurer l'équité

Le processus de correction suit donc une démarche méthodique. Les directives du ministère soulignent la collaboration entre enseignants et superviseurs pour enregistrer les absences et dispenser les évaluations.

Après ajustement des moyennes, chaque section voit alors ses résultats validés lors des conseils de classe, garantissant ainsi une évaluation juste et équitable pour tous les élèves.

Ainsi, la méthodologie vise à assurer la transparence et l'équité dans l'évaluation des élèves, conformément aux instructions ministérielles pour ce semestre.

ALGÉRIE TÉLÉCOM (AT) : Importantes baisses tarifaires sur l'hébergement de sites web au profit des médias nationaux

Algérie Télécom (AT) a annoncé avoir adopté des réductions sur les tarifs d'hébergement des sites web au profit de l'ensemble des médias nationaux, en application des mesures décidées par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la remise du prix du journaliste professionnel, indique dimanche un communiqué de AT.

de la remise du prix du Président de la République du journaliste professionnel, visant à soutenir les médias nationaux, Algérie Télécom a adopté des réductions sur les tarifs d'hébergement des sites web au profit de l'ensemble des médias nationaux", précise le communiqué, soulignant que "ces réductions varient entre 33% et 36% et sont accompagnées d'amélioration de la capacité". En outre, Algérie Télécom "offre aux médias la possibilité de choisir parmi sa gamme de packs de sécurité adaptés à leurs besoins pour assurer une sécurité

optimale à leurs sites, avec des tarifs réduits", ajoute la même source.

Algérie Télécom "s'engage à soutenir les professionnels du secteur de la presse en leur offrant des services d'hébergement à des tarifs compétitifs, de manière à contribuer ainsi au développement du champ médiatique national". En ce sens, elle "invite les médias nationaux découvrir les détails de ces offres via notre site web : www.algeriatelecom.dz ou en contactant : hebergement-corporate@algeriatelecom.dz", indique la même source.



FACULTÉ DE CHIMIE DE L'USTHB: Conférence internationale sur la chimie pharmaceutique

La Faculté de Chimie de l'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene (USTHB), a organisé, dimanche, une conférence internationale sur la chimie pharmaceutique avec pour but de promouvoir la production locale de médicaments. Lors de son intervention, la doyenne de la faculté de Chimie, Pr Siham Hadj-Hamou a souligné que cette rencontre, première du genre, vise à "créer une collaboration entre les chercheurs algériens, promouvoir la production locale des médicaments et de mettre



en avant le rôle crucial des laboratoires pharmaceutique dans l'apport de valeur ajouté en

terme de qualité et de sécurité". Cette conférence de deux jours à également pour

objectif de "partager les résultats de la recherche appliquée dans le domaine de la chimie pharmaceutique et du développement", a ajouté Mme Hadj-Hamou, appelant à "encourager les échanges scientifiques et techniques entre les institutions académiques et les entreprises pharmaceutiques". Par ailleurs, le recteur de l'USTHB, Pr Djamal-Eddine Akretche, a fait savoir dans une déclaration à la presse, que cette manifestation qui verra l'intervention de conférenciers étrangers via visioconférence, intervient dans "un contexte

où l'industrie pharmaceutique demeure une des priorités des autorités algériennes".

"Il y a un challenge à réaliser et qui est non seulement d'atteindre l'autosuffisance en matière de fabrication des médicaments, mais aussi son exportation notamment vers les pays africains", a-t-il dit.

M. Akretche a en outre, souligné que cette rencontre est également une opportunité pour les laboratoires de l'USTHB pour créer des collaborations avec des laboratoires étrangers et de former les doctorants.

GRIPPE SAISONNIÈRE: L'obligation de la vaccination pour les populations vulnérables rappelée

Les populations vulnérables sont tenues de se faire vacciner contre la grippe saisonnière afin de se prémunir contre les formes sévères de ce virus, pouvant s'avérer "plus dangereux" que celui du Coronavirus, a recommandé, dimanche à Alger, le Professeur en Immunologie, Kamel Djenouhat.

"Les périodes de froid et les espaces fermés encouragent la transmission des virus respiratoires, dont celui de la grippe saisonnière. Aussi, c'est le moment pour les populations vulnérables de se faire vacciner pour éviter les formes sévères de cette grippe", a précisé le Pr Djenouhat, chef du Laboratoire central à l'EPH de Rouiba (Alger).

S'exprimant lors d'une rencontre destinée aux



journalistes sur le thème de "la vaccination antigrippale, sujets à risques et dette immunitaire", le Pr Djenouhat a précisé que les populations vulnérables sont notamment celles âgées de 65 ans et plus, celles souffrant de pathologies chroniques et auto-immunes, les femmes enceintes et les enfants âgés entre 6 mois et 5 ans.

Tout en faisant savoir que 10

% des consultations médicales en Algérie sont liées aux syndromes grippaux, il a précisé que la vaccination permet de réduire de 60 à 90 % les risques de complications, notant qu'elle "doit se faire chaque année", en raison de la durée limitée de son effet (pas plus de 6 mois) et du caractère "mutant" des souches du virus. "Pour cette raison, le virus de

cette année n'est pas le même que celui de l'année dernière", a-t-il expliqué avant de faire remarquer que "durant la conjoncture actuelle, la grippe saisonnière peut s'avérer un peu plus grave que le Coronavirus".

Abordant précisément le "chevauchement" entre les symptômes de la grippe saisonnière et du Coronavirus, le spécialiste a relevé "la difficulté de différencier" entre les deux pathologies, préconisant le recours au diagnostic biologique comme seul moyen de faire le distinguo entre elles.

Par ailleurs, le président de la Société algérienne d'Immunologie, le Pr Djenouhat a convié les sujets concernés à "éviter la vaccination durant l'apparition des symptômes", arguant de

son "inutilité" d'une part, et des risques encourus sur leur santé, d'autre part.

De son côté, la directrice en charge des maladies transmissibles au ministère de la Santé, Dr Samia Hammadi, a mis en garde contre "l'auto-vaccination", l'avis du médecin étant "important pour décider de l'opportunité pour le patient à se faire vacciner.

Elle a indiqué que l'acquisition du vaccin antigrippal au niveau des officines de pharmacie ne peut, par conséquent, se faire qu'après présentation de la prescription médicale.

La grippe saisonnière touche chaque année plus d'un (1) milliard de personnes au monde, occasionnant entre 3 à 5 millions de cas sévères, à l'origine de 290.000 à 650.000 décès liés à des troubles respiratoires.

Ramadhan 2024 : Mesures pour assurer la disponibilité des produits de large consommation

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a pris des mesures proactives visant à assurer la disponibilité des produits de large consommation pendant le mois de Ramadhan prochain, notamment à travers l'augmentation des capacités de production des unités de lait et de semoule et l'importation de viandes, a indiqué samedi à Alger le ministre du secteur, Youcef Cherfa.

Le ministre a fait cette annonce alors qu'il présidait une réunion de travail avec les cadres du secteur, consacrée à l'évaluation des différents programmes sectoriels, notamment ceux relatifs à la campagne des Labours-Semelles 2023-2024 et au système de régulation des produits agricoles de large consommation, et ce, en présence du PDG du groupe ASMIDAL, Mohamed Taher Heouaïne, du Secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Abdellatif Dilmi, du président de la Chambre nationale d'agriculture, Yazid Hambli, des directeurs des



services agricoles, des directeurs des instituts techniques et de recherche relevant de la tutelle, ainsi que des directeurs des offices et groupes économiques. Dans ce cadre, le ministre a annoncé l'augmentation prochaine du quota de certaines wilayas en poudre de lait destinée à la production de lait pasteurisé en sachet vendu à prix réglementé, avec l'entrée en activité de plusieurs nouvelles laiteries. En effet, a-t-il dit, une nouvelle laiterie entrera en service dans la wilaya de Khenchela à la mi-décembre, tandis que le premier semestre de 2024 verra l'entrée en

activité d'une laiterie (1 million de litres/jour) à Rouiba (Alger) et d'une autre (200.000 litres/jour) dans la wilaya de Bouira. Concernant l'approvisionnement du marché en semoule, les unités publiques de transformation fonctionneront à 100% de leurs capacités de production, contre 50% seulement auparavant, a annoncé M. Cherfa, affirmant la nécessité d'une programmation étudiée des arrêts techniques de ces unités.

Quant aux légumineuses, le ministre a fait part du lancement de la constitution du stock spécial Ramadhan, soulignant la

nécessité de stabiliser le marché des haricots d'ici janvier 2024.

Après avoir assuré la disponibilité de la pomme de terre sur le marché et la constitution d'un stock de 25.000 tonnes pour le mois du jeûne, le ministre est revenu sur les mesures prises pour garantir la disponibilité des viandes durant le mois sacré et tout au long de l'année, à travers la production locale mais aussi l'importation. "L'importation restera de mise jusqu'à la relance de cette filière, d'autant que les autorisations ont été accordées aux intéressés", a-t-il ajouté.

Selon les chiffres avancés lors de la réunion, une production locale de 30.000 tonnes de viandes rouges est prévue pour le Ramadhan prochain.

Cette production sera renforcée par les viandes rouges en provenance des wilayas du Sud, l'importation de veaux destinés à l'abattage et l'importation de viandes rouges.

Pour réguler le marché, le ministère prévoit l'importation dans un premier temps de 60.000 tonnes sur trois mois (20.000

tonnes par mois).

M. Cherfa a, en outre, précisé que le dossier de la disponibilité des produits agricoles pendant le mois de Ramadhan et tout au long de l'année fera l'objet d'un suivi "minutieux".

Le ministre a appelé les directeurs des services agricoles, des offices et des groupes économiques à prendre les mesures nécessaires "à temps" en matière de stockage ou de déstockage, en suivant le nouveau système de régulation des produits agricoles de large consommation afin d'éviter tout dysfonctionnement pouvant impacter le pouvoir d'achat du citoyen ou le revenu de l'agriculteur.

Enfin, la réunion a permis de passer en revue les préparatifs liés au recensement général de l'agriculture, notamment en termes de ressources humaines, avec la mobilisation de près de 8.000 agents de recensement, superviseurs, contrôleurs, informaticiens et éléments d'appoint, pour le recensement de plus de 1,2 millions d'exploitations agricoles.

Toutes les conditions réunies pour atteindre l'objectif des 3 mns d'hectares de superficies dédiées à la céréaliculture

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa a affirmé, samedi à Alger, que toutes les conditions étaient réunies pour atteindre l'objectif visant à porter les superficies dédiées à la céréaliculture à 3 millions d'hectares, notamment après la mise à disposition par l'Etat des semences et des engrais.

Le ministre est intervenu alors qu'il présidait une réunion de travail avec les cadres du secteur, consacrée au débat et à l'évaluation des différents programmes sectoriels, notamment en ce qui concerne la campagne des Labours-Semelles 2023-2024, ainsi que le système de régulation des produits agricoles à forte consommation, en présence du PDG du Groupe Industriel Engrais et Produits Phytosanitaire "ASMIDAL", Mohamed Taher Heouaïne, du Secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Abdellatif Dilmi, du président de la Chambre nationale d'Agriculture, Yazid Hambli, des directeurs des services agricoles, des directeurs des instituts techniques et de recherche relevant de la tutelle, ainsi que des directeurs des offices et complexes économiques.

Le ministre a appelé les directeurs des services agricoles à "assumer

leurs responsabilités et à travailler sur le terrain" pour atteindre l'objectif d'élargir à 3 millions d'hectares, les superficies dédiées à la culture de blé dur et tendre et d'orge, objectif "souligné par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment lors des assises nationales d'Agriculture".

Même si la campagne des Labours-Semelles de cette année a enregistré un "retard", cet objectif "ne sera pas remis en question", selon le ministre qui a donné des instructions pour rattraper le retard dans un délai d'"un mois".

Dans ce contexte, M. Cherfa a salué les "décisions historiques" prises par le président de la République au profit du secteur agricole depuis 2020, que ce soit en termes de dispositifs de soutien et d'accompagnement en faveur des agriculteurs et des éleveurs ou de facilitations prévues en faveur des investisseurs, affirmant que ces décisions avaient permis de répondre aux principales préoccupations dont souffrent les agriculteurs.

Il a, également, souligné l'importance de "rectifier" certains objectifs, la méthodologie de travail et les délais propres à chaque dossier au niveau de son département ministériel, tout en intensifiant



les efforts pour accélérer le rythme de réalisation et le suivi minutieux et sur le terrain, notamment l'accompagnement de l'agriculteur dans le processus de production.

D'autre part, le ministre a souligné la nécessité de travailler à l'extension des superficies consacrées à la culture des légumineuses sèches à 150.000 hectares, et d'atteindre les 45.000 hectares de superficies consacrées au tournesol pour les plantes oléagineuses, avec le lancement du programme de production de betterave sucrière dans le cadre des grands investissements dans les wilayas du Sud.

M. Cherfa a, également, souligné dans son intervention la nécessité de travailler à l'extension d'un million d'arbres supplémentaires des plantations d'oliviers, et du programme de plantation d'un million de palmiers dattiers dans le cadre de l'augmentation des capacités de production dans ces

deux filières.

Concernant l'extension des superficies irriguées, il a souligné la nécessité d'intensifier les efforts cette saison pour atteindre 1,6 million d'hectares dans le cadre du programme arrêté qui vise à atteindre 2,3 millions d'hectares en 2030, en travaillant à la mise en œuvre de la stratégie d'utilisation des eaux des stations d'épuration, ainsi que la poursuite de l'extension de l'énergie électrique et l'intensification du programme de forage de puits, notamment dans le Sud, pour accompagner les grands investissements.

Dans ce cadre, M. Cherfa a révélé que le cadre juridique relatif à la création d'un couloir vert spécifique aux grands investissements agricoles dans le Sud, au niveau de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes, pour faciliter l'obtention par les investisseurs du foncier agricole,

des permis de forage de puits et du raccordement à l'électricité, sera publié avant la fin de l'année 2023 après son examen au niveau du gouvernement.

Il a, en outre, appelé à travailler à un meilleur accompagnement des exploitations agricoles pilotes, rappelant l'importance de l'opération de recensement général de l'agriculture qu'il a qualifiée de "stratégique" pour l'économie nationale, de par sa contribution à la mise à jour de toutes les données et informations relatives au secteur.

De son côté, M. Dilmi a présenté les principales difficultés auxquelles sont confrontés les agriculteurs, notamment en ce qui concerne la distribution des semences, des engrais, des médicaments et du fourrage, tandis que M. Hambli a souligné l'importance de l'intensification des efforts pour atteindre les objectifs fixés, dans le contexte des changements climatiques "qui ont accru la difficulté des défis".

Quant à M. Heouaïne, il a confirmé la disponibilité de 75.000 tonnes d'engrais dans les entrepôts, ce qui permet, selon lui, de couvrir les besoins nationaux, soulignant que le complexe "Asmidal" visait à produire 250.000 tonnes d'engrais en 2024.

ANNABA / PROTECTION DES TERRES

Le wali, Abdelkader Djellaoui, met en garde contre l'empiétement sur les terres étatiques

S.F

Au cours de sa visite d'inspection des projets liés à l'équipement public, le premier responsable, Abdelkader Djellaoui, a souligné la rigueur dans l'application de la loi n°23-18 du 28 novembre relative à la protection et la préservation des terres de l'État, protégées par des mécanismes. La loi interdit formellement leur saisie et prévoit l'application de mesures coercitives en cas d'empiétement sur celles-ci. Elle interdit la construction de tout bâtiment ou installation sur les terres de l'État sans l'obtention d'une autorisation délivrée par l'autorité compétente et les autorités administratives concernées conformément aux dispositions



prévues par la législation et la réglementation en vigueur. Elle prévoit également des sanctions sévères pour dissuader les empiétements sur le domaine public, qui s'étendent jusqu'à 15 ans. Des amendes financières sont infligées aux contrevenants qui seront puni

d'une peine d'emprisonnement et d'une amende. Le wali a confirmé que les empiétements enregistrés dans plusieurs communes ont provoqué l'arrêt des projets de développement en cours, car les terres sont exploitées de manière illégale pour achever des



constructions non autorisées, semblables à l'empiétement constaté au niveau d'Oued enil sur des parcelles prévues pour l'achèvement du projet ferroviaire, qui est un projet structuré et important et suivi par les autorités, a-t-il déclaré, ajoutant que cette affaire est

inacceptable et que des ordres stricts ont été donnés aux responsables de la mise en œuvre du projet pour dissuader les contrevenants et appliquer strictement les lois nécessaires à leur encontre eux en coordination avec les autorités sécuritaires et judiciaires.

ANNABA / EVÉNEMENT CULTUREL

Le forum littéraire national axé sur la littérature algérienne et les luttes historiques



Sara.Y

Le neuf décembre 2023 a marqué le début d'un événement culturel exceptionnel à la maison de la culture d'Annaba. Il s'agit du forum littéraire national sur la littérature algérienne et les questions de libération qui s'est tenu à l'initiative du ministère de la culture et des arts, attirant un public diversifié et enthousiaste. Cette manifestation culturelle a débuté de manière solennelle avec l'hymne national algérien, suivi d'un discours de bienvenue du directeur de la Maison de la Culture d'Annaba. Ce dernier a exprimé sa satisfaction quant à l'organisation de ce forum, soulignant que son objectif

était de mettre en lumière le rôle crucial de la littérature algérienne dans l'expression des enjeux liés à la libération. Les allocutions, du directeur du département de littérature générale de l'Université d'Annaba, du responsable du bureau d'Annaba de la maison de la culture, et de la directrice de la Culture d'Annaba, ont mis en relief la relation profonde existante entre la littérature et les luttes historiques. Ces derniers ont souligné comment les écrivains algériens ont utilisé leurs plumes comme instruments puissants pour traverser les épreuves de la lutte pour la libération nationale. Un hommage particulier a été rendu au poète Brahim Qar

Ali, une figure emblématique de la littérature algérienne qui a exposé une poésie patriotique captivant l'auditoire et a rappelant de manière significative la contribution de la littérature dans la préservation de l'identité nationale. Le forum a également offert une plateforme aux voix poétiques variées, notamment celles de Brahim Qar Ali, du poète palestinien Mustafa Hamdane, et du président de la Maison de la poésie algérienne, Slimane Jawadi. Ces lectures poétiques ont exploré les thèmes de la libération et de la résistance à travers des prismes culturels divers. Les participants ont eu l'occasion d'explorer trois axes de discussion. Le premier étant



le rôle de la littérature dans l'expression des sentiments du peuple algérien pendant la révolution libératrice. Le deuxième axé sur la relation intrinsèque entre la littérature et la lutte contre le colonialisme, tandis que le troisième s'est penché sur la liaison entre la littérature et les enjeux humains, culturels, et de libération. En conclusion, les participants de ce forum ont adopté des recommandations. Ils ont plaidé en faveur d'une attention continue envers la littérature algérienne et les questions de libération à travers l'encouragement de plus d'événements culturels et de conférences scientifiques. La nécessité de stimuler la recherche dans le domaine

de la littérature algérienne et des questions de libération a été soulignée, tout comme l'importance de lier la littérature aux enjeux humains et culturels contemporains. Le forum littéraire national sur la littérature algérienne et les questions de libération a réussi à mettre en lumière le rôle crucial de la littérature dans la préservation de l'histoire, de la culture et de l'identité nationale. Il a également servi de plateforme fructueuse pour des débats et des échanges intellectuels enrichissants, démontrant que la littérature demeure un pilier essentiel dans la compréhension et la célébration des luttes et des triomphes nationaux.

A GHAZA:

Les palestiniens vivent l'enfer avec près de 18.000 morts et 50.000 blessés .Pour qui ont opposé leur veto les états unis ?

Tayeb Zgaoula

Des massacres humains au quotidien, des morts civils, enfants, vieillards, médecins et journalistes, en un mot tel est l'apocalypse humaine causée par l'état sioniste depuis 64 jours en terre de Ghaza en Palestine. En effet, chaque jour les images transmises par les chaînes de télévisions du monde nous montrent des scènes horribles de cette guerre menée par les troupes sionistes appuyées par les Américains et ce malgré le vote à une résolution du conseil de sécurité de l'ONU et le parlement Arabe à un cessez le feu. C'est un véritable génocide commis par les sionistes. Il faut comprendre dans ce sens que le veto opposé par les Etats Unis à ce scrutin confirme son implication directe dans cette agression génocidaire contre le peuple palestinien estiment les pays Arabes. D'autre part, selon le ministre des travaux publics de la Palestine Mohamed Ziara plus de 25 % de Zones urbaines de Ghaza ont été complètement détruites. Peut-on parler encore aujourd'hui des droits de l'homme à l'occasion du 75ème anniversaire de sa création avec ce qui se passe aujourd'hui aux yeux du monde entier, lorsque les Etats Unis continuent

à soutenir matériellement et militairement l'entité sioniste dans cette guerre contre les civils, en détruisant les hôpitaux, les écoles et privant les habitants des soins et de la nourriture tout en accusant le Hamas de terroriste, mais les civils hommes, femmes et enfants déchiquetés par les bombes de phosphore sont -ils aussi des terroristes ? L'interrogative reste posée, c'est la raison pour laquelle ces discours menés par les commanditaires de cette horrible agression contre la population de Ghaza ont soulevé l'ire des populations de la planète qui sont sorties une nouvelle fois ce week- end dans les rues des grandes capitales même en Israël et en Amérique appelant à l'arrêt des massacres contre l'humanité. La série noire de cette invasion meurtrière a déjà couté la vie à près de 18 000 morts civils dont presque la moitié entre enfants et femmes et 50.000 blessés. Les craintes s'amplifient de voir toute cette région plonger dans un cycle infernal de dépassement et de lutte acharnée. Qu'attend la CPI pour traduire le premier responsable de ce génocide et ses sbires? Les témoignages et les preuves ne sont-ils pas assez suffisants?



ANNABA / EDUCATION NATIONALE

Réunion de travail du directeur de l'éducation nationale et ceux des collèges : Allocation budgétaire supplémentaire au menu



Sara.Y

Hier, le 10 décembre, un conclave s'est tenu sous la présidence de Karim Mohamed Karchi, directeur de l'éducation nationale de la wilaya d'Annaba, et les directeurs des collèges. Cette rencontre, tenue en présence du chef du service financier du lycée Saint Augustin, avait pour objet l'examen de l'allocation budgétaire supplémentaire, récemment accordée par le ministère de l'éducation nationale aux institutions éducatives, lequel avait souligné l'importance de cette allocation pour les établissements scolaires concernés. L'allocation budgétaire supplémentaire vise principalement à aider les établissements éducatifs à surmonter les difficultés financières rencontrées. Le directeur de l'éducation nationale, Karim Mohamed Karchi a souligné l'importance de cette aide, mettant l'accent sur des priorités cruciales telles que le chauffage des établissements. Le directeur de

l'éducation a fourni des clarifications détaillées sur l'utilisation prévue de ces fonds et a indiqué que l'objectif était d'atténuer les difficultés financières des établissements, en accordant une attention particulière aux besoins essentiels tels que le chauffage, qui devient une des préoccupations majeurs à l'approche de la saison hivernale. Outre les aspects financiers, ce conclave a également adopté des recommandations visant à améliorer les conditions générales au sein des établissements scolaires. Des directives spécifiques ont été émises pour s'assurer que les fonds soient utilisés à bon escient, contribuant ainsi à une amélioration qualitative du rendement académique des élèves.

En conclusion, cette allocation budgétaire supplémentaire reflète l'engagement continu envers l'éducation nationale et la volonté des pouvoirs publics de surmonter les obstacles financiers.

ANNABA / COMMERCE

Campagne de sensibilisation des commerçants et lutte contre le désordre commercial

Sara.Y

Dans le cadre des efforts soutenus visant à maintenir l'ordre et à promouvoir une approche responsable dans l'activité commerciale, la wilaya d'Annaba a récemment entrepris une campagne de sensibilisation des commerçants contre la vente de marchandises à l'extérieur de leurs locaux commerciaux et contre les dépôts anarchiques d'emballages en carton. Sous l'impulsion du wali, Abdelkader Djallaoui, cette initiative a été organisée par la DCP en collaboration avec le secteur urbain-1, la sûreté urbaine, et la chambre de commerce. L'objectif clé était de mettre fin aux pratiques commerciales nuisibles à l'environnement urbain et de sensibiliser les commerçants sur les conséquences des pratiques du commerce dans la rue. La campagne a ciblé plusieurs quartiers, parmi lesquels les rues "Aïssat Hocine", "Okba Ibn Nafaa", "Prosper Dubourg", boulevard "Frikh Baghdadi", et "Zaafour Nacer". Plus de 40 commerces de divers secteurs ont été approchés dans cette démarche qui vise à instaurer une conscience collective sur la nécessité de maintenir un environnement commercial ordonné.

Les agents de la direction du commerce, en coordination avec les autorités locales, ont animé des séances de sensibilisation dans ces zones, expliquant les conséquences néfastes du commerce de rue et ses implications sur l'esthétique urbaine, la sécurité, et l'environnement. Certains commerçants ont accueilli favorablement cette initiative, reconnaissant son rôle dans la préservation d'une image propre de la



ville.

Suite à cette campagne de sensibilisation, des mesures coercitives seront appliquées pour dissuader les contrevenants et assurer le respect des règles établies. Les autorités locales s'engagent ainsi à maintenir un équilibre entre la dynamique commerciale et la préservation de la propreté du tissu urbain et bien-être des citoyens.

L'opération a connu un accueil chaleureux de la part des citoyens, soulignant l'importance de telles initiatives pour maintenir la qualité de vie dans la ville. Cette campagne s'inscrit dans une série d'actions visant à promouvoir les bonnes pratiques commerciales et à édifier une communauté consciente de la préservation de l'environnement urbain.

ANNABA / ADE :

Campagne contre les piquages illicites et recouvrement des dettes à Oued Forcha

LAlgérienne Des Eaux (ADE) d'Oued Forcha a lancé une campagne visant à renforcer la légalité des services publics et à assurer la viabilité financière de ses infrastructures. La campagne, entamée sous le slogan "lutte contre les piquages illégaux et recouvrement des dettes," a

ciblé divers quartiers, dont "Zaafraania", "Les Pins", "Oued Kouba", et la cité "Plaisance". Au cœur de cette démarche, l'ADE s'est attaquée aux piquages illicites, une pratique qui préserve non seulement la fiabilité des services, mais également la pérennité des ressources en eau. Les équipes sur le terrain ont intensifié leurs efforts pour

éliminer ces pratiques illégales non autorisées. Parallèlement, la campagne vise à résoudre le problème des dettes impayées. Les équipes de l'ADE travaillent activement à récupérer les montants dus, contribuant ainsi à maintenir la qualité des services fournis. Cette approche permettra de rétablir une gestion financière responsable, assurant la

durabilité des infrastructures et la satisfaction continue des résidents.

Cette initiative démontre l'engagement de l'ADE envers le bien-être de la collectivité, en établissant des normes élevées en matière de services publics et en renforçant la confiance des citoyens dans la gestion des ressources en eau potable.



ANNABA / DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

Le manque d'eau potable persiste au niveau de plusieurs cités...l'ADE s'explique

Malgré les projets lancés, les habitants éprouvent depuis des difficultés à s'alimenter en eau potable par le fait que les robinets sont à sec. Pour boire, nous n'avons qu'une seule solution, acheter de l'eau en bouteille, mais pour le reste nous avons recours à l'eau de citerne, s'exclama un habitant. Outre les ménages, l'ensemble des commerçants se plaignent

et ne savent plus à quel point se vouer ! Ainsi, des citoyens et des commerçants, visiblement outrés par cette crise d'eau potable qui persiste encore, ne cessent de lancer des appels de détresse aux responsables concernés, à travers les réseaux sociaux et la presse mais en vain. Pour parer aux problèmes des pénuries récurrentes d'eau, j'ai installé un réservoir pour le stockage de cette matière vitale,

afin, justement, de pouvoir alimenter un tant soit peu mon foyer. Cependant, cette réserve s'avère insuffisante au bout de 7 jours de coupure d'eau. Les quantités stockées s'épuisent au bout d'un laps de temps, alors que l'eau se fait de plus en plus rare ajouta un citoyen. L'ADE par contre a déclaré que la raison de l'enregistrement des fluctuations et des changements partiels dans le programme de distribution

est due au degré élevé de turbidité de l'eau au niveau du barrage de Maksa de plus de 2 000 NTU. Cette augmentation est le résultat des récentes précipitations qu'a connu la région, qui ont entraîné l'arrêt du processus de traitement au niveau de la station d'épuration de Maxa le samedi 9 décembre.

En conséquence, la distribution retrouvera son système normal dès que le niveau de turbidité



de l'eau au niveau du barrage de Maxa diminuera, suivi immédiatement de la reprise de l'activité normale de la station d'épuration de Maxa.

ANNABA / RÉSEAU ROUTIER

Les Chaussées à El Hadjar, principalement les Rues "Emir Abdelkader" et "Fadila Saadane" dans un piteux état

Lesweekend, les citoyens hadjaris ont vécu des moments difficiles. Ces derniers ont rencontré de sérieuses difficultés pour sortir faire leurs courses ou se rendre à la mosquée, en

raison des perturbations de la circulation qu'ont connu les rues "Fadila Saadane" et "Emir abdelkader", du fait de la présence d'importantes masses de boue, après quelques pluies qui se sont abattues sur cette localité. En

un laps de temps très court d'averses, les différentes artères ont été envahies par la gadoue. Comme ces routes se trouvaient déjà dans un piteux état, les eaux pluviales ont envahi les rues entraînant avec elles

des masses de boue, des immondices et débris de toutes sortes, ce qui les a rendues non carrossables. Les citoyens n'ont jamais cessé d'alerter les élus locaux sur la qualité des travaux et sur la nécessité d'assurer

un entretien permanent des routes. En se dirigeant également vers l'ex cinéma Magma, on s'aperçoit de la présence de cratères et de ralentisseurs hors normes, à l'origine de la stagnation des eaux boueuses.

ANNABA / ALGÉRIE POSTE ET BANQUES

La souffrance au quotidien : Les distributeurs de billets de la Plaine Ouest fréquemment hors service

C'est toujours le même problème qui se pose, notamment en fin de semaine et durant les jours fériés : Les distributeurs automatiques de billets ne sont pas fonctionnels au motif d'un manque de liquidités. Les citoyens doivent patienter des heures et des jours pour voir les pannes réparées ou bien aller chercher ailleurs un autre distributeur. Censés être utilisés pour atténuer quelque peu la pression sur

les guichets des bureaux de poste, les distributeurs automatiques de billets de banques de la plaine Ouest ne fonctionnent pas. Hier, à la poste, plusieurs personnes ne pouvant plus supporter d'attendre la chaîne ont voulu utiliser leur carte magnétique, mais peine perdue, le DAB était "hors service". Les citoyens rencontrés ont déclaré que le week-end dernier, ils se sont présentés devant les distributeurs de la Plaine Ouest. Après avoir effectué

les opérations habituelles pour effectuer des retraits d'argent, mais l'écran magique a affiché les formules de politesse que vous connaissez en vous demandant de retirer la carte ensuite les billets. Pour la première, il n'y avait pas eu de problèmes, la carte a été récupérée, ce qui n'a pas été le cas pour l'argent. Il est aberrant de voir des banques telles que la Société Générale et CPA de la gare disposer de distributeurs qui ne sont d'aucune utilité.



Ouverture des bureaux de vote en Égypte pour une présidentielle acquise à Sissi

Les Égyptiens ont commencé à voter dimanche pour une présidentielle largement éclipsée par la guerre dans la bande de Gaza voisine et sans surprise, le sortant, Abdel Fattah al-Sissi, semblant assuré d'emporter un troisième mandat.

Dans le pays de 106 millions d'habitants confronté à la plus grave crise économique de son histoire, le pouvoir d'achat est la priorité, deux tiers de la population vivant en dessous ou juste au-dessus du seuil de pauvreté.

Quelque 67 millions d'électeurs sont appelés à voter dimanche, lundi et mardi de 09H00 (07H00 GMT) à 21H00 (19H00 GMT)

avant les résultats officiels le 18 décembre.

Dimanche à l'ouverture, des dizaines d'électeurs de tous âges, en majorité des femmes, se pressaient devant l'école Abdeen, dans le centre historique du Caire, au milieu d'un important dispositif de sécurité, a constaté un journaliste de l'AFP.

Des affiches proclamant "Sortez et participez" s'étalent devant le bureau de vote où un DJ diffuse des chants nationalistes.

Hormis le président sortant, trois candidats globalement inconnus du grand public sont en lice: Farid Zahran, à la tête du Parti égyptien démocratique et social (gauche), Abdel-Sanad Yamama, du Wafd, parti centenaire mais

désormais marginal, et Hazem Omar, du Parti populaire républicain.

Malgré les difficultés de l'Égypte, aucune opposition sérieuse ne semble pouvoir exister sous le règne de M. Sissi, cinquième président issu des rangs de l'armée depuis 1962, qui dirige le pays d'une main de fer.

Des milliers d'opposants ont été emprisonnés, et si le comité des grâces présidentielles en a libéré un millier en un an, "trois fois plus de personnes" ont été arrêtées au cours de la même période, selon des ONG.

- "Atmosphère étouffante" - Loin de passionner les foules, la campagne présidentielle s'est



déroulée en novembre dans l'ombre de la guerre entre Israël et le Hamas palestinien, qui accapare l'attention des médias et de l'opinion publique.

Les talk-shows, proches des services de renseignement et fervents partisans du président Sissi, tentent désormais de lier les deux.

Plusieurs manifestations en France samedi en «solidarité avec le peuple de Gaza»



"On soutient les civils, pas le Hamas": des manifestants ont défilé samedi après-midi à Paris et dans plusieurs villes de France pour exprimer leur "solidarité avec le peuple de Gaza" et demander l'arrêt

des bombardements du territoire palestinien par l'armée israélienne. Dans le cortège parisien de 1.800 personnes, selon la préfecture de police, parti de République vers Nation, étaient scandés des

slogans comme "Arrêt immédiat des bombardements" et "Israël assassine les enfants de Palestine", rapporte une journaliste de l'AFP.

"Imaginer ses collègues travailler sans eau, sans électricité, amputer sans antalgiques sous les bombardements, avec des militaires armés qui entrent dans les lieux de soins est révoltant", explique Nora (elle n'a pas donné son nom), membre du collectif "Soignants pour Gaza".

"On soutient les civils, pas le Hamas. Une vie vaut une vie", ajoute cette aide-soignante de 30 ans.

Membre de la direction du Nouveau parti anti-capitaliste (NPA), une des organisations appelant à cette manifestation, Gaël Quirante estime

que "ce n'est pas au moment où Israël intensifie ses bombardements et son massacre du peuple de Gaza qu'il faut (cesser) les initiatives de la rue".

"Au contraire, il faut continuer à dénoncer la chape de plomb de l'Etat d'Israël" et "les amalgames qui font que certains voudraient assimiler le soutien au peuple de Gaza avec de l'antisémitisme", fait-il valoir.

La guerre entre Israël et le Hamas, entrée samedi dans son 64e jour, a été déclenchée par une attaque sanglante et sans précédent perpétrée par le mouvement islamiste palestinien contre Israël le 7 octobre.

Selon Israël, 1.200 personnes, en majorité des civils, ont été tuées lors

de cette attaque et 240 personnes enlevées et emmenées à Gaza, dont 138 restent captives.

17700 morts

Le ministère de la Santé du Hamas a annoncé samedi que les bombardements avaient fait 17.700 morts et 48.780 blessés en deux mois de guerre.

A Paris samedi après-midi, un rassemblement s'est par ailleurs tenu devant l'université de la Sorbonne, à l'appel du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens. Quelques dizaines de personnes y ont participé, derrière une banderole "Halte au massacre à Gaza, cessez-le-feu immédiat", a constaté une journaliste de l'AFP.

Une frégate française abat en mer Rouge deux drones venant du Yémen

Une frégate française patrouillant la mer Rouge a abattu dans la nuit deux drones provenant du nord du Yémen, territoire sous contrôles des rebelles Houthis qui menacent de perturber le trafic sur cette voie maritime stratégique dans le cadre du conflit entre Israël et le Hamas. L'état-major des armées a indiqué dans un communiqué que la frégate multi-missions Languedoc, qui opère en mer Rouge, avait abattu ces drones qui se dirigeaient vers elle.

"L'interception et la destruction de ces deux menaces caractérisées" ont eu lieu dans la nuit de samedi à dimanche, à 110 kilomètres des côtes yéménites, à la hauteur de Hodeida, port du nord du Yémen sous contrôle des rebelles Houthis.

Ces derniers ont menacé samedi d'attaquer tout navire dans la mer Rouge se dirigeant vers Israël si la population de la bande de Gaza ne recevait pas une aide d'urgence.

Dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux avant l'annonce française, les Houthis ont déclaré qu'ils "empêcheraient le passage des navires se dirigeant vers l'entité sioniste" si les habitants du territoire palestinien, bombardé par Israël depuis deux mois, ne recevaient pas plus d'aide humanitaire, comme de la nourriture et des médicaments.

Le Hamas, membre de ce qu'il nomme "l'axe de la résistance" contre Israël, aux côtés notamment du Hezbollah libanais et des Houthis, a salué la décision "courageuse et audacieuse" des

rebelles yéménites.

"Nous appelons les pays arabes et musulmans à user de toutes leurs capacités, sur la base de leurs responsabilités historiques et par esprit chevaleresque, pour lever le siège de Gaza", a ajouté le Hamas dans ce communiqué transmis à l'AFP.

«Siège naval»

Cette dernière mise en garde des Houthis survient dans un contexte de tensions accrues en mer Rouge depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas, déclenchée le 7 octobre après une attaque meurtrière du mouvement islamiste palestinien en sol israélien.

En représailles, Israël bombarde la bande de Gaza qu'elle assiège depuis le 9 octobre. L'aide



humanitaire y entre au compte-gouttes et le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, évoque un "contexte humanitaire cauchemardesque".

Or, quel que soit le pavillon sous

lequel les navires naviguent ou la nationalité de leurs propriétaires ou opérateurs, ceux à destination d'Israël "deviendront une cible légitime pour nos forces armées", estiment les Houthis.

VETO À L'ONU:

Erdogan dénonce le «Conseil de protection d'Israël»

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a dénoncé samedi le Conseil de sécurité des Nations unies devenu selon lui le «Conseil de protection d'Israël», au lendemain du veto américain sur une résolution réclamant un cessez-le-feu à Gaza.

«Depuis le 7 octobre, le Conseil de sécurité est devenu un conseil de protection et de défense d'Israël», a dénoncé le chef de l'Etat à l'occasion du 75^e anniversaire de la

déclaration des droits humains. Le projet de résolution, préparé par le secrétaire général, Antonio Guterres, a été rejeté par la seule voix des Etats-Unis qui s'y opposaient, une abstention (le Royaume-Uni) et treize voix pour.

Un monde sans l'Amérique «Est-ce ça, la justice?» a lancé M. Erdogan qui a répété une nouvelle fois que «le monde est plus grand que cinq».

«Un autre monde est possible, mais sans l'Amérique. Les Etats-Unis se tiennent au côté

d'Israël avec leur argent et leur équipement militaire. Hé, l'Amérique! combien allez-vous payer pour ça? « a encore lancé le président turc.

«Chaque jour la Déclaration des droits humains est violée à Gaza», a-t-il continué.

La résolution onusienne était soumise plus de deux mois après le début de la guerre à Gaza déclenchée par l'attaque sanglante du Hamas sur le sol israélien le 7 octobre, qui a fait 1.200 morts, d'après les autorités israéliennes.



Les projets de secours de la KS soulagent les populations du Pakistan, du Liban et du Soudan

Les communautés vulnérables du Pakistan, du Liban et du Soudan bénéficient de l'aide fournie par l'organisation humanitaire saoudienne KSrelief, a rapporté l'agence de presse saoudienne.

KSrelief a distribué 514 colis d'hiver dans le district de Gupis-Yasin de la région de Gilgit-Baltistan au Pakistan, aidant ainsi 3 598 membres des familles les plus vulnérables dans les zones touchées par les inondations. Cette distribution fait partie de la deuxième phase du projet de sécurisation et de distribution de matériaux pour abris et de colis d'hiver au Pakistan pour 2023-2024. Ce programme s'inscrit dans



le cadre des efforts déployés par l'Arabie saoudite pour aider les populations et les pays dans le besoin à travers le monde.

Au Liban, le centre a distribué 1 289 bons d'achat aux réfugiés syriens et aux

membres de la communauté d'accueil dans la ville de Tripoli, au nord du pays, et dans les régions d'Arsal et d'Ash-Shouf, dans le cadre de la deuxième phase du projet de distribution de vêtements d'hiver 2023.

Les bons permettent aux réfugiés et aux autres segments vulnérables des communautés d'accueil de se procurer des vêtements d'hiver dans les magasins désignés.

Cette aide s'inscrit dans le cadre des projets humanitaires et de secours mis en place par l'Arabie saoudite en faveur des populations vulnérables et nécessiteuses du monde entier. KSrelief a récemment signé un accord de coopération avec une organisation de la société civile pour équiper des unités de soins intensifs pour enfants et adultes, des services d'urgence et des sections de chirurgie dans sept hôpitaux principaux des États de Gezira, du Nil, du Nil

blanc et du Nord du Soudan, pour une valeur totale de 5 millions riyals saoudiens.

L'accord a été signé par le superviseur général adjoint de KSrelief pour les opérations et les programmes, Ahmed ben Ali Al-Baiz, au siège du centre à Riyad.

L'accord vise à fournir des matériels médicaux, tels que des appareils d'urgence, des appareils d'anesthésie, des ventilateurs, des injecteurs automatiques, des machines de surveillance des signes vitaux, des lits de soins intensifs et des lits d'opération, à des départements sélectionnés qui assureront un service de santé de haute qualité à 7 millions de personnes.

SYRIE:

Six civils tués par des frappes de l'armée sur un bastion rebelle

Six civils ont été tués et 25 autres blessés samedi lors de bombardements de l'armée syrienne dans le nord-ouest de la Syrie, le dernier grand bastion rebelle du pays, a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). «Les forces du régime ont directement visé des secteurs résidentiels de la ville d'Idleb», a déclaré l'OSDH, ajoutant que des zones industrielles avaient également été touchées, ainsi que des «quartiers d'habitations dans la ville de Sarmin», située à proximité.

Six civils, «dont deux enfants et une femme», ont été tués dans les deux localités et 25 autres ont été blessés dans différentes

parties de la province d'Idleb, a ajouté l'ONG basée au Royaume-Uni qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie.

Les forces gouvernementales ont tiré «plus de 35 missiles» au cours du bombardement, a ajouté l'OSDH.

Hayat Tahrir al-Cham (HTS, ancienne branche locale d'Al-Qaïda) est le principal groupe rebelle actif dans le nord-ouest de la Syrie, où sont aussi présentes d'autres factions rebelles moins influentes, soutenues à des degrés divers par la Turquie.

Considéré comme une organisation terroriste par Damas, les Etats-Unis et

l'Union européenne, et les forces gouvernementales, HTS bombarde de son côté les forces syriennes et leur allié russe.

Ces derniers jours, certains secteurs du bastion rebelle ont été le théâtre de violents combats, selon l'OSDH.

L'ONG a annoncé vendredi que 11 membres des forces progouvernementales et cinq combattants du HTS ont été tués après que des combattants du groupe jihadiste ont lancé une attaque dans la province voisine d'Alep jeudi.

Fin novembre, des bombardements du gouvernement syrien avaient tué neuf civils, dont six enfants, alors qu'ils récoltaient des



olives dans la province d'Idleb, a rapporté l'OSDH.

Déclenchée en 2011 après la répression de manifestations antigouvernementales, la guerre en Syrie a fait plus d'un demi-million de morts et déplacé des

millions de personnes.

La région d'Idleb est soumise à un cessez-le-feu négocié par la Russie et la Turquie après une offensive du régime en mars 2020, mais il a été violé à plusieurs reprises.

CAF Awards / Mahrez snobé : La FAF prend position

La Confédération africaine de football (CAF) a décidé de ne pas mettre Riyad Mahrez dans le trio final du Ballon d'Or africain que composeront Mohamed Salah, Victor Osimhen et Achraf Hakimi. Face à cette injustice, Walid Sadi, président de la Fédération algérienne de football (FAF), et son instance ont décidé de boycotter la cérémonie qui se tiendra dans deux jours à Marrakech (Maroc).

Auteur d'un triplé inédit avec Manchester City (Premier League – FA Cup – Ligue des Champions UEFA), le capitaine de l'EN s'est retrouvé à l'écart dans la course au Ballon d'Or

africain qu'il pouvait gagner pour la deuxième fois de sa carrière après 2016.

Benchikha dans l'embarras
Le sentiment de s'être fait doubler est légitime. D'ailleurs, Mahrez n'a pas hésité à exprimer son mécontentement sur les réseaux sociaux. L'actuel pensionnaire d'Al-Ahli SC a publié une vidéo qui rappelle ses exploits de la saison passée quand il était les Skyblues. A l'approche de la CAN-2023, cela peut plomber le moral du leader technique des Verts.

Ainsi, la FAF a décidé de montrer sa solidarité avec le numéro 7 des Fenecs. En effet, Walid Sadi a révélé à El-Hayat

TV qu'il ne sera "pas présent aux CAF Awards et j'en ai informé la CAF" en indiquant qu'"aucun algérien n'y sera en solidarité avec Riyad Mahrez, bi idhn Allah". Maintenant, il y a une question : est-ce qu'Abdelhak Benchikha sera présent à la cérémonie était donné qu'il est nommé dans la catégorie d'entraîneur de l'année ? L'ex-coach de l'USM Alger, avec laquelle il a signé un doublé africain (Coupe de la Confédération et Supercoupe CAF), a de bonnes relations avec les Marocains. Et cet épisode pourrait les compromettre. Dès lors, il se retrouve face à un sacré dilemme.



Bounedjah confirme sa place pour la CAN



Ces derniers matchs du mois de décembre sont cruciaux pour tout international algérien, prétendant à une place dans le groupe de Belmadi pour la Coupe d'Afrique. Baghdad Bounedjah le sait très bien, et c'est en claquant un triplé en championnat que l'attaquant algérien consolide sa place dans les plans du sélectionneur national.

Ces derniers matchs du mois de décembre sont cruciaux pour tout international algérien, prétendant à une place dans le groupe de Belmadi pour la Coupe d'Afrique. Baghdad Bounedjah le sait très bien, et c'est en claquant un triplé en championnat que l'attaquant algérien consolide sa place dans les plans du sélectionneur national.

Bounedjah répond de la meilleure des manières aux critiques : sur le terrain. Lors de cette 11ème journée de la Qatar Stars League, l'avant-centre d'Al Sadd a mis tout le monde d'accord avec un superbe hat-trick contre Al

Rayyan (46')(75')(83'), portant pratiquement à lui seul son équipe pour une large victoire 4-0. Le Fenec aura donc marqué 11 buts sur ses 8 derniers matchs, un ratio impressionnant, qui saura sans doute convaincre le coach Belmadi.

Il serait donc fort probable de retrouver Bounedjah dans la liste des joueurs concernés par la CAN. Le duo d'avant-centre Slimani / Bounedjah devrait être au rendez-vous, comme lors de la plupart des dernières dates FIFA. En effet, même si le papier, l'attaquant du Coritiba FC donne plus satisfaction sur le terrain en sélection, la star d'Al Sadd ne doit clairement pas être enterrée trop vite. Il se pourrait même qu'il soit une meilleure option pour janvier, étant donné que Slimani n'a plus joué depuis le dernier match de l'Algérie contre le Mozambique le 19 novembre dernier. Ce dernier entamera donc la compétition avec deux mois sans matchs, ouvrant la porte à un retour en force de Bounedjah.

Atal : Des clubs à l'affût pour le recruter

Avant d'aller à la CAN avec la sélection nationale, pour Youcef Atal, la fin d'année s'annonce riche en événements avec sa comparution le 18 décembre devant la justice où il sera jugé sur l'affaire de la vidéo de soutien à la cause palestinienne.

Le latéral droit de l'EN, qui entretient sa forme physique au centre d'entraînement avec des séances individuelles chaque jour, étant donné qu'il est écarté du groupe professionnel, reçoit via son agent quelque bonnes nouvelles, en dépit de ses démêlés avec la justice et sa mise à l'écart du groupe niçois. Le joueur garde quand même la cote car ces derniers jours des clubs se sont positionnés pour éventuellement le recruter cet hiver, alors que ce vendredi, Francesco Farioli l'entraîneur de Nice a entrouvert la porte pour un possible retour dans le groupe à la fin de sa suspension de 7 matches infligée par la commission de discipline de la LFP. Au sein de l'état-major du club azuréen, on veut se débarrasser de lui en prétextant que dans l'environnement du club, il n'est pas le bienvenu, d'autre part, sachant qu'il sera libre en juin prochain, son actuel employeur souhaite évidemment empocher une indemnité de transfert, surtout après que des clubs saoudiens se sont déclarés prêts à l'enrôler. Sentant la bonne affaire, la direction niçoise veut au moins en tirer profit financièrement plutôt que de le laisser partir gratuitement en juin prochain.

Las Palmas, Al Ahly Djeddah...

Tandis que selon les proches de Youcef Atal, n'ayant pas apprécié que son club actuel l'ait lâché dans cette période délicate qu'il vit, il n'envisage pas un



transfert cet hiver dans le but que l'OGCN ne bénéficie pas d'une indemnité de transfert. D'autres sources affirment qu'une fois libre au mois de juin, il devrait négocier une prime à la signature en plus, bien entendu, de son salaire. Cependant, les clubs qui le courtisent souhaitent le recruter cet hiver, à l'image des Saoudiens d'Al Ahly Djeddah mais un autre club est entré dans la danse, il s'agit de l'espagnol Las Palmas (8e de Liga), lequel a même pris langue avec son agent, qui a été clair avec l'émissaire du club ibérique en lui faisant savoir qu'Atal sera fixé sur son avenir après le 18 décembre et son jugement. Les deux parties se sont donné rendez-vous après cette date, tout en espérant que le verdict qui sera rendu par la justice sera clément. Par ailleurs, d'autres clubs pourraient se manifester, assure-t-on d'ici là. A 27 ans, avec ses qualités de

bon défenseur latéral, il a encore plusieurs belles années devant lui dans le haut niveau.

Partir à la CAN, l'esprit tranquille

Faisant partie des cadres de la sélection nationale, Youcef Atal, quand il est dans les meilleures dispositions mentales et physiques, peut rendre d'énormes services à l'EN, plus particulièrement à la CAN en Côte d'Ivoire, la prochaine grande échéance qui attend l'EN. Afin de répondre présent sur le terrain, il serait mieux que Atal soit bien dans sa tête, avec un dénouement heureux de son affaire avec la justice, mais aussi qu'il soit fixé sur son avenir à l'OGCN, afin qu'il reste concentré à fond sur ce challenge africain et contribuer pourquoi pas à une troisième consécration comme il l'avait si bien fait en 2019, avant sa blessure en 1/4 de finale en Egypte.

Cristiano Ronaldo n'a pas dit son dernier mot face à Bellingham

On peut dire que Jude Bellingham a été l'homme fort du Real Madrid cette saison. Arrivé cet été en provenance du Borussia Dortmund, le joueur de 20 ans a fait des débuts exceptionnels dans la capitale espagnole, où il s'est imposé comme un joueur à part entière.

Après avoir inscrit l'unique but du Real Madrid lors du match nul contre le Real Betis samedi, Bellingham a porté son total à 16 pour la saison, en seulement 18 apparitions. Les Blancos s'en remettent souvent à lui pour se sortir d'un mauvais pas, comme ce fut le cas contre le Betis, à l'exception du but d'Aitor Ruibal. Bellingham est le deuxième joueur le plus rapide à atteindre

16 buts avec le Real Madrid. L'attaquant croate Davor Suker y est parvenu en 18 matches en 1996. Tous deux ne sont devancés que par le légendaire Cristiano Ronaldo, qui a inscrit ses 16 premiers buts pour les Blancos en 17 matches, soit un de moins que Bellingham et Suker, d'après Relevo.

Bellingham a pris un meilleur départ que des légendes du Real Madrid comme Alfredo di Stefano, Ferenc Puskas et Hugo Sanchez, et s'il parvient à atteindre les sommets que ces trois-là ont atteints, il s'inscrira sans aucun doute dans les annales du club. Cependant, il souhaite prendre les choses un match à la fois, en ne se concentrant que sur le présent.



Liga :

Modric pète un câble, Ancelotti lui répond



Carlo Ancelotti a choisi de ne pas parler d'un éventuel problème avec le vétéran Luka Modric après le match nul 1-1 au Real Betis.

Les Blancos ont perdu deux points en Liga sur la route en Andalousie, alors que le partenaire de Modric au milieu de terrain, Jude Bellingham, a de nouveau marqué, et que le Croate a été réintégré dans le onze de départ.

Modric a été le capitaine de l'équipe d'Ancelotti au stade Benito Villamarin, mais son avenir au club reste incertain, en raison de son manque de temps de jeu cette saison.

Le joueur de 38 ans serait frustré par les assurances données après

avoir signé une prolongation de contrat avant la campagne et rejeté un transfert en Arabie saoudite.

L'intérêt du Moyen-Orient pourrait être ravivé en janvier, mais le Real Madrid est susceptible de bloquer un départ à la mi-saison, alors que l'état de tension de Modric se poursuit.

Il s'est montré irrité d'avoir été remplacé à 20 minutes de la fin du match, mais Ancelotti a insisté sur le fait qu'il n'avait pas vu l'incident.

Modric devrait conserver sa place pour le match de Ligue des champions contre l'Union Berlin en milieu de semaine, le Real Madrid étant assuré de se qualifier pour les huitièmes de finale.

La Juventus fait un nouveau sale coup à Paul Pogba

La presse anglaise fait de nouvelles révélations sur la situation de Paul Pogba en ce week-end de décembre.

« Nous attendons le dernier niveau de jugement avant de nous prononcer. Nous voulons en discuter avec son entourage ». Tels étaient les propos du directeur sportif de la Juventus Cristiano Giuntoli samedi soir, lorsqu'il était, une fois encore, interrogé sur le sort de Paul Pogba. Il faut dire que publiquement, l'écurie piémontaise a toujours affiché un soutien conséquent au milieu de terrain de 30 ans, déclaré positif à la substance dopante DHEA après la rencontre face à l'Udinese en tout début de saison.

Plus tôt cette semaine, le parquet antidopage a d'ailleurs réclamé une suspension de quatre ans pour l'ancien de Manchester United, ce qui marquerait pratiquement la fin de sa carrière. S'il veut éviter

une telle punition, l'international tricolore devra démontrer qu'il a ingéré cette substance de manière non-intentionnelle lors de son jugement. Ce qui réduirait drastiquement cette suspension.

La Juventus n'y croit plus Mais voilà que le Daily Mail explique que la Juventus a déjà pris les cartes en main dans cette affaire. Si le cadreur italien soutient son joueur en public ; c'est bien différent en coulisses. Le journal explique notamment que le club italien a arrêté de payer le salaire du joueur, et ce alors qu'il n'y a eu aucun verdict de la justice. C'est environ 660.000€ par mois qu'économise donc la Juventus qui, selon la publication anglaise, semble avoir peu d'espoirs quant à la décision de justice qui attend son milieu de terrain.

Les décideurs de la Vieille Dame seraient ainsi résignés et auraient déjà assumé le fait qu'il



est très peu probable que La Pioche obtienne gain de cause. La direction turinoise aurait même suggéré qu'il est plutôt une bonne chose de voir Pogba

éloigné du club en ce moment, lui qui a notamment été vu à Abu Dhabi récemment. Le journal anglais indique que, de son côté, le champion du monde 2018 suit

un entraînement très strict chez lui dans son gymnase personnel, et il ne perd pas espoir de rejouer au foot prochainement. C'est tout ce qu'on lui souhaite.

GUERRE EN UKRAINE :

« Poutine reprendra le conflit, tôt ou tard », prévient l'ancienne présidente de Lituanie

Présidente de la Lituanie de 2009 à 2019, Dalia Grybauskaitė est un peu la « dame de fer » des Pays Baltes. La nature terroriste du régime poutinien, elle fut la première à en parler. Elle s'inquiète aujourd'hui de la « fatigue » occidentale vis-à-vis de la guerre en Ukraine. « Vous n'écoutez pas suffisamment nos avertissements », dit-elle. Entretien accordé à Ouest-France à Vilnius, dans le cadre des Dialogues Européens lancés par l'Institut Français.

Cet entretien a été réalisé à Vilnius (Lituanie) le vendredi 1er décembre, dans le cadre des Dialogues Européens lancés par l'Institut Français, en partenariat avec Ouest-France. Quelle a été votre réaction personnelle lorsque la Russie a agressé l'Ukraine, en février 2022 ?

Je n'ai pas été vraiment surprise, à dire vrai. Après l'occupation de la Crimée, en 2014, la menace d'une agression était dans l'air. Nous essayions de repousser ces forces aussi loin que possible, de ne pas penser à une telle possibilité, mais c'est ce qu'il s'est produit, dans le droit chemin de ce qui, en fait, était prévisible dès l'occupation de l'Abkhazie, en Géorgie, en 2008. C'est de là qu'est partie cette ambition de restaurer le monde russe. En ignorant les voisins, en les envahissant, en les détruisant. La Russie ne s'est pas arrêtée en 2008, en 2014, et il était clair qu'elle allait continuer. Et c'est aujourd'hui la même chose. Si nous ne stoppons pas la Russie sur le territoire ukrainien, elle continuera à s'étendre. Contre nos pays, contre l'Europe.

« Poutine, ou il vous achète, ou il vous empoisonne »

Que pensez-vous de la réaction qui a été celle de l'Europe l'an dernier ? Avez-vous été surprise par, finalement, une unité dont beaucoup doutaient ?

Après l'occupation de la Crimée, en 2014, la réaction européenne a été désolante. J'ai été le premier leader européen à qualifier de terroriste l'attitude de la Russie. Et j'ai été beaucoup critiquée pour cela. Et dans notre esprit, il s'agissait d'une menace physique, pas simplement d'une guerre hybride, d'une guerre de l'information. Mais nous avons été ignorés, les intérêts économiques ont prévalu, les lobbyistes du secteur privé ont prévalu, la corruption du

personnel politique européen par l'argent russe était sous les yeux de tout le monde, on en a eu des exemples en Allemagne et même en France. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons été ignorés, et qu'on ne nous a pas écoutés. Cela peut sembler une exagération, mais Poutine, ou il vous achète, ou il vous empoisonne. Et je devrais ajouter maintenant, ou il vous envahit. Et l'Europe a accepté d'être corrompue pour vivre avec un bas coût de l'énergie, sans prêter suffisamment d'attention à la politique d'influence de la Russie dans son voisinage.

Les relais d'influence russe, auprès du personnel politique très à droite en Europe, restent actifs ?

Oui. Dans notre propre pays, qui est particulièrement résilient à la pression russe, on observe une guerre d'influence informationnelle, par le biais de petits groupes au sein de la société. En actionnant par exemple le levier de l'immigration sur nos frontières, comme on l'avait vu en 2015 et 2016 sur toute l'Europe. En 2021, ils ont commencé à le faire sur les frontières de la Pologne et des Pays Baltes et ils continuent de nouveau actuellement sur la frontière de la Finlande. Les instruments ne changent pas. Mais cela dépend de nous aussi, nous devons le reconnaître. Et nous répétons les mêmes erreurs qu'en 2008 et en 2014.

Une autre civilisation

Dès 2007 Poutine avait annoncé la couleur à la conférence de Munich...

Exactement. Cela semblait tellement fou que personne ne croyait qu'il fallait le prendre au sérieux. Mais Poutine fait ce qu'il dit, même si c'est de la folie. Et cela, c'est difficile de le comprendre, pour nous. Mais c'est normal, pour lui, c'est sa vision du monde. Et il y a là une différence radicale de civilisation avec les démocraties occidentales. Nous répétons l'erreur de vouloir comprendre Poutine avec notre propre vision du monde, avec nos valeurs, notre attitude en matière de droits de l'homme, et l'État de droit. C'est une erreur, ce n'est pas le mètre de Poutine.

Que feriez-vous, aujourd'hui, si vous étiez encore au pouvoir ? Que diriez-vous à Washington, à Londres, à Paris ?

Ce que j'ai pu dire sur les

réseaux sociaux dès le début. Nous devons stopper Poutine sur le terrain. Sur le sol ukrainien. Car il ne comprend que la force, et il faut l'arrêter par la force. Cela suppose que l'OTAN et l'Occident doivent être en capacité de réagir immédiatement. Or, actuellement, nous nous contentons de livrer des armements, au compte-gouttes, de manière insuffisante. Et pas seulement parce que nous ne voulons pas le faire, mais aussi parce que nous ne sommes pas en mesure de le faire. Toute notre industrie de défense a été comme dissoute durant cette longue période de paix, et mentalement, cela nous semblait impossible. Cela nous semblait impensable que quelqu'un mène une bataille conventionnelle sur le sol européen. Comme si on était les spectateurs d'un film auquel on ne peut pas croire. Et cela continue, depuis deux ans.

La paix nous a endormis ?

Nous ne sommes pas capables de dire à nos économistes de faire en sorte qu'il soit possible de restaurer notre capacité militaire. Nous discutons, nous faisons des conférences, et on essaye d'externaliser notre participation au conflit. Mais Poutine nous a déjà impliqués dans ce conflit. Nous n'avons même plus le choix de participer ou non. Il mène une guerre contre nous sur le sol ukrainien, pas uniquement contre les Ukrainiens. Nous en parlons, mais on ne fait pas grand-chose. Nous refaisons ce que nous avons fait en 2014, nous essayons d'écarter la terrible réalité, de l'éloigner de notre vue, mais c'est une erreur. Poutine va reprendre le conflit, tôt ou tard.

« Nous continuons à nous croire en paix »

Avec des alliés nouveaux, cette fois.

Ces deux dernières années ont eu un coût considérable en matière de vies humaines, en Ukraine et en Russie. Cela a déjà altéré les équilibres géopolitiques entre puissances, et on le voit avec le conflit au Moyen-Orient. Nous voyons émerger des puissances agressives se constituer en une sorte de club. La Russie et la Corée du Nord, la Corée du Nord ! Rendez-vous compte, est devenue l'amie de la Russie, l'Iran etc. Et l'Occident est si passif qu'il perd en influence en termes de maintien de la paix. Au profit d'un nouveau



type de leadership, négatif. Et à l'approche d'échéances électorales très inconfortables en 2024, cela pourrait devenir encore plus dangereux. Plus nous laissons cette guerre durer, sans mobiliser nos forces, plus les conséquences seront lourdes pour nous.

Qu'entendez-vous par toutes nos forces ?

D'abord, nos économistes doivent raisonner comme dans une économie de guerre, et restaurer nos capacités. Pour aider l'Ukraine à vaincre, pas seulement à survivre. Car la Russie est en train de reconstituer ses capacités, toute son économie est orientée vers ce but. Toute la société. Et nous continuons à nous croire en paix, mais ce n'est déjà plus le cas. Plus nous l'ignorons et plus Poutine l'emporte.

Lors des élections américaines, si un isolationniste revient à la Maison Blanche, que doivent faire les Européens ?

J'ai eu à travailler avec Trump au début de son mandat, en tant que présidente, notamment lors du Sommet de l'Otan à Bruxelles, au cours duquel il a laissé entendre que l'engagement américain au sein de l'Alliance n'était pas garanti. C'était un sommet très difficile, effrayant même. S'il revient aux affaires, l'imprévisibilité recommencera, de l'Otan, du monde. Mais, au final, on a pu trouver des accords avec lui. Au final.

Les « adultes dans la pièce », comme disent les Américains, auront cette fois peut-être moins de poids ?

Oui, c'est vrai, c'est un des grands défis. Mais même si les Démocrates restent au pouvoir, la tendance risque de rester pour les États-Unis de ne plus vouloir se charger de la sécurité de tout le monde. Un processus de régionalisation du monde est en cours. Un processus de repli, de dé globalisation qui va continuer. Les Européens

doivent le comprendre sérieusement. C'est de notre responsabilité. Nos économies doivent changer d'objectif. Environ 20 pays membres de l'Otan investissent désormais le fameux 2 % du PIB dans la Défense, mais c'est symbolique et adapté aux temps de paix. En Lituanie et dans les Pays Baltes nous sommes désormais sur 3 ou 3,5 %, car nous sommes dans une zone de guerre avec nos frontières. En réalité, nous sommes déjà impliqués dans une guerre hybride.

Poutine mourra en guerre contre l'Occident

Qui va durer ?

Il faut bien comprendre que Poutine est dans sa dernière ligne droite, et tant qu'il sera en vie désormais, il sera en guerre contre l'Occident. Il finira ainsi, comme il a commencé. Il n'a pas d'autre choix. Nous pensons qu'il y a d'autres choix, mais nous n'en avons pas. Nous nous leurrons si nous continuons à croire que tout peut s'arrêter.

Vous persistez donc à penser que nous ferions mieux d'écouter vos appels ?

Oui, on a commencé notre dialogue en disant que l'Occident aurait mieux fait d'entendre nos signaux alarmants sur Poutine. Mais c'est toujours vrai. Vous n'écoutez toujours pas, même maintenant. Même après cette occupation et cette guerre. Vous n'écoutez pas assez ce que nous disons aujourd'hui.

Vous êtes favorable à l'élargissement de l'UE à l'Ukraine ?

L'Ukraine est l'armée la plus forte aujourd'hui en Europe, la plus expérimentée, la plus motivée au combat également. Personne en Europe n'est à ce niveau. La paix et le confort nous ont habitués différemment. L'Ukraine est un rempart, pour nous. C'est pour cela qu'elle est si importante. Avec un voisin russe si imprévisible et si hostile à l'Occident démocratique.



La science-fiction devient réalité

La traduction instantanée dans toutes les langues est là

La communication universelle, au-delà des langues, est un vieux rêve de l'humanité. Cette intelligence artificielle matérialise cette aspiration tout en reproduisant les expressions de la voix...

Voilà plusieurs années que Facebook (Meta) œuvre sur l'intelligence artificielle et le fait savoir. La société de Mark Zuckerberg a même ouvert un centre de recherche à Paris et intègre dans ses rangs un chercheur consacré, Yann Le Cun. Et pourtant... Comme d'autres, Meta a été pris de court par OpenAI qui s'est rapidement imposé comme le leader de l'intelligence artificielle avec ChatGPT. Depuis, Meta semble avoir tardé à exposer ses prouesses quand bien même des percées ont été réalisées, notamment dans la création musicale ou l'analyse des images men-

tales. Pourtant, ces recherches ont semblé avoir de la peine à aboutir.

Avec Seamless, Meta pourrait bien marquer l'Histoire...

Comme dans un film de SF Imaginez la scène : vous êtes au Pérou, à Shanghai ou à Göteborg. Vous parlez normalement en français et votre interlocuteur (qui porte des écouteurs) reçoit vos paroles dans sa langue natale, sous la forme expressive que vous avez employée.

Voilà ce que Seamless accomplit ; quelque chose que l'on voit habituellement dans des films ou romans de science-fiction, soit la traduction instantanée des conversations. Dans une bonne centaine de langues!

Deux secondes de décalage

En réalité, Seamless y parvient avec deux secondes de décalage – et même un peu moins

si l'on croit le discours officiel. Et il existe un bonus : le ton de la voix est reproduit. Selon que vous murmuriez, exprimiez de la tristesse ou de l'agacement, Seamless s'évertue à reproduire la même impression. En clair, votre interlocuteur va capter le mode d'expression que vous avez utilisé.

Une démo accessible en ligne

La version de Seamless qui sera exploitable dans le quotidien n'est pas encore disponible – mais prévue à horizon 2024. Toutefois, une démo du mode expressif est accessible à cette adresse : Seamless Expressive. Vous devez activer votre Webcam et votre microphone, puis vous exprimer dans le mode de votre choix. À l'arrivée, vous allez récupérer votre vidéo en anglais, espagnol ou allemand. Nous avons procédé à divers



essais et que dire... Seamless a plutôt bien reproduit nos expressions, même si des progrès sont encore possibles. Vous pouvez même vous amuser à débiter un texte à toute vitesse et comme vous le remarquerez, Seamless

relève le défi. Notons que, pour mieux faire apprécier sa prouesse, l'outil vous propose aussi d'écouter le rendu « sans expression ». Et clairement, la différence est notable !

La révolution high-tech

Quand les jeunes Libyens programment un nouveau futur

Une nouvelle génération de Libyens se lève enfin après les sombres heures des années Khadhafi. Un vent de changement se dresse lentement, notamment au niveau de la high-tech.

Youssef Jira, un lycéen âgé de 18 ans, fait partie de ceux qui cherchent à créer une nouvelle impulsion dans le domaine. Ce, grâce à un concours de robotique organisé à Tripoli. Il participe donc à l'événement à Sarraj et compte bien faire en sorte d'entraîner d'autres personnes inventives dans son sillage. Il n'est pas le seul à souhaiter un remodelage d'une société qui a été largement meurtrie.

Un nouveau souffle éducatif

Même si l'engouement mondial (ou plutôt américain) pour la robotique, semble connaître une phase un peu asthmatique, en Libye, on ne vit pas les choses



de la même manière. Le système éducatif libyen, sous le règne de Khadhafi était principalement autocentré et incitait à glorifier le régime à outrance.

Rien de vraiment étonnant à cela. De nombreuses crises ont entravé la bonne marche des

programmes scolaires. Très récemment, des initiatives commencent à renaître. C'est le cas, par exemple, pour celle de Mohamed Zayed, qui travaille pour une école privée internationale de Tripoli. L'objectif est de remobiliser l'esprit d'entreprise

autour d'un secteur dans l'air du temps pour les étudiants : la robotique.

L'inclusion et l'innovation au cœur du changement

À Tripoli, ce concours présente également d'autres vertus salvatrices : il est un réel microcosme de la diversité et représente une aspiration au changement pour de nombreux jeunes. Si inclure des personnes marginalisées, en situation de handicap ou des immigrés dans ce genre d'initiative est plutôt commun sous nos horizons, en Libye, ce n'est pas la même limonade. Des pépinières de talents promulguées par des jeunes personnes sont loin d'être habituel au Pays des Sables.

Shadrawan Khalfallah, une jeune fille de 17 ans, a décidé de se lancer dans ce concours de robotique, car elle est persuadée des effets potentiellement bénéfiques

de cette technologie sur le contexte climatique. Pour elle, c'est aussi l'occasion de « mettre les filles en avant. Il n'y avait pas beaucoup de filles à part nous, alors on a créé cette équipe pour faire évoluer la société et montrer qu'on existe ». Un discours courageux lorsqu'on sait que les femmes libyennes vivent dans un contexte socio-culturel très restrictif, même si le régime de Kadhafi leur avait permis d'obtenir certains droits.

La Libye connaît certainement une phase de transition vers le numérique, alors que le pétrole a été un des éléments cruciaux sur lequel s'est reposé le développement du pays depuis les années 1950. Une époque révolue, où l'adoption et le développement de ces nouvelles technologies devient un réel moyen d'expression en plus d'un outil.

En Bref...

Meta veut renforcer la confidentialité des messages sur Messenger et Facebook. Le géant des réseaux sociaux a commencé à chiffrer de bout en bout « toutes les conversations et appels personnels sur Messenger et Facebook », comme sur WhatsApp. Ce type de cryptage va rendre les échanges privés sur la messagerie et la plateforme et « encore plus confidentiels et sécurisés »,

a-t-il fait valoir mercredi dans un communiqué.

« Cela signifie que personne, y compris Meta, ne peut voir ce qui est envoyé ou dit, à moins que vous ne choisissiez de nous signaler un message », a détaillé le groupe américain. Les utilisateurs de Messenger pouvaient déjà choisir cette option, mais elle est désormais mise en place par défaut, comme sur What-

sApp, la messagerie rachetée par l'entreprise californienne en 2014. La mise à jour contient aussi des fonctionnalités supplémentaires, dont la possibilité de modifier les messages et des images (photos et vidéos) de meilleure qualité.

Ce déploiement annoncé depuis des années intervient alors que différentes autorités s'opposent au cryptage de bout en bout sur

les applications de Meta. Elles souhaitent que la justice de leur pays puisse récupérer les e-mails, messages instantanés et photos échangées, essentiels dans le cadre d'enquêtes criminelles.

En septembre, le gouvernement britannique a exhorté le groupe californien à ne pas passer à l'acte sans mesures de sécurité « solides » pour protéger les enfants de toute exploitation sexuelle.

Le Home Office craint que cela n'empêche la police de détecter les violences sur les enfants comme ils le font actuellement, via les signalements de messages notamment. La société avait assuré qu'elle continuerait « à effectuer plus de signalements aux forces de l'ordre que nos pairs grâce à notre travail en pointe dans le secteur ».



Eau de gingembre : Le remède à adopter pour nettoyer son foie

Vous avez envie de nettoyer votre foie ? De booster vos défenses immunitaires pour échapper aux virus ? De maigrir ? Voici les bienfaits de l'eau de gingembre et comment l'utiliser. C'est quoi l'eau de gingembre ? L'eau de gingembre est une boisson élaborée à partir d'un morceau de racine de gingembre (rhizome) et d'extrait de jus de citron pressé. Cette plante qui pousse dans les régions tropicales et ensoleillées est très appréciée en cuisine pour son goût prononcé. «Contrairement à l'infusion, l'eau de gingembre se déguste tiède ou fraîche. Depuis des millénaires, le gingembre est réputé pour ses multiples bienfaits santé, quelle que soit la manière dont il est consommé», commente Alexia Karako, naturopathe.

L'eau de gingembre fait-elle maigrir ?

L'eau de gingembre participe à la régulation de la glycémie (taux de sucre dans le sang), ce qui permet de limiter le stockage des graisses et de favoriser la perte de poids. La consommation de gingembre stimule la sécrétion

de leptine, hormone de la satiété, ce qui contribue à réduire les fringales. «Toutefois, il ne s'agit pas d'un remède miracle pour perdre du poids. En parallèle, il est nécessaire d'adopter une alimentation variée et équilibrée, et de pratiquer une activité physique régulière», insiste la naturopathe.

• Les bienfaits du gingembre pour la santé Réputé pour être un aphrodisiaque, le gingembre possède également de nombreuses vertus très intéressantes pour la santé. Digestion, rhume... Les points sur ses propriétés, utilisations et dangers.

Est-elle efficace pour la digestion ?

Le gingembre stimule l'activité des enzymes et accélère la sécrétion biliaire, ce qui favorise la digestion. Il est également préconisé en cas de nausées et vomissements, notamment chez les femmes enceintes et en cas de mal des transports. Le gingembre est aussi efficace pour soulager les ballonnements et autres douleurs abdominales. Ces effets sont décuplés lorsque le gingembre est associé au

citron, un agrume alcalin qui favorise l'élimination des toxines accumulées dans l'organisme.

Est-elle efficace pour détoxifier son foie ?

De par son action sur l'activité biliaire, le gingembre est extrêmement efficace pour drainer, purifier et détoxifier le foie. Il peut être utile de consommer de l'eau de gingembre après des excès alimentaires, mais aussi pour diminuer les effets délétères de la pollution, de la nourriture industrielle et du stress sur l'organisme. En pratique, il est recommandé de drainer son foie au début du printemps afin de stimuler le processus d'élimination des toxines.

Est-elle efficace pour booster le système immunitaire ?

«Riche en vitamines du groupe B, en vitamine C, en calcium, en fer et en magnésium, l'eau de gingembre stimule le système immunitaire tout au long de l'année. Elle est notamment efficace pour accompagner les états grippaux et le rhume car elle contribue à réchauffer l'organisme. C'est aussi un puissant anti-inflammatoire, très



efficace en cas d'inflammation chronique due à des rhumatismes ou à l'arthrite par exemple, de crampes, de douleurs menstruelles, de douleurs abdominales et de maux de tête», développe Alexia Karako. **Comment consommer l'eau de gingembre ?**

Pour préparer de l'eau de gingembre, il vous faut 1L d'eau, 1cm de gingembre frais et un citron. «Après avoir pelé le gingembre, versez l'eau

bouillante dessus puis laissez infuser pendant 5 à 10 minutes selon l'intensité souhaitée. Laissez la boisson refroidir au réfrigérateur. Vous pouvez ajouter une feuille de menthe ou de basilic pour le côté rafraîchissant, très agréable l'été», indique Alexia Karako. La naturopathe recommande de consommer de l'eau de gingembre jusqu'à trois à cinq fois par jour, soit tout au long d'une maladie virale, soit en cure detox de façon ponctuelle.

LEUCOPLASIE BUCCALE : Symptômes, évolution et traitements

L'apparition de lésions blanches indolores dans la bouche ou sur la langue peut être un signe de leucoplasie buccale. Même si elles sont bénignes la plupart du temps, non soignées, les lésions peuvent évoluer en cancer.

Qu'est-ce qu'une leucoplasie buccale ?

Cette maladie se caractérise par la formation de lésions blanchâtres dans la bouche. Elles peuvent apparaître au niveau de la langue, des gencives, de l'intérieur des joues et du palais. «Si la leucoplasie est considérée comme une lésion précancéreuse, cela ne signifie pas qu'elle évoluera systématiquement vers un cancer», précise le Dr. Christophe Lequart.

Quels sont les symptômes ?

Elle est le plus souvent asymptomatique. Mais elle peut se manifester par :
→ L'apparition d'une ou plusieurs tâches blanches plus ou moins grandes sur les muqueuses, et qui ne disparaissent pas par grattage.



→ Ces marques peuvent être homogènes ou inhomogènes : dans le premier cas, les lésions sont lisses et indolores, tandis que les leucoplasies inhomogènes révèlent des lésions à surface irrégulière.

→ Dans de rares cas, la leucoplasie peut se manifester sur les muqueuses des organes génitaux féminins.

Cancer de la bouche : stade 1, 4, quelle espérance de vie ?

Langue, lèvres, gencive, palais...

70% des cancers de la bouche sont diagnostiqués trop tardivement, ce qui réduit les chances de guérison.

Quelles sont les causes ?

Dans la grande majorité des cas, elle est provoquée par le tabagisme : les composants chimiques contenus dans le tabac agressent les muqueuses et causent les lésions. Si l'alcoolisme est associé au tabagisme, il majore les risques. La mauvaise hygiène et les carences en vitamines font également partie des facteurs de risque de leucoplasie. «Il existe

également des cas particuliers, comme la leucoplasie buccale chevelure due à une infection au virus d'Epstein-Barr ou au virus Herpès 4. Il est rare et se développe en particulier chez les personnes immunosupprimées, suite au VIH notamment. Enfin, une blessure répétée par une dent abîmée est aussi un facteur favorisant» précise le Dr. Lequart.

Comment ça peut évoluer ? En cancer ?

La leucoplasie n'évolue pas systématiquement vers un cancer, et pas avant une dizaine d'années. «Toutes les formes de leucoplasie doivent cependant faire l'objet d'un diagnostic et d'une surveillance. Les leucoplasies inhomogènes sont les plus susceptibles de se transformer en lésions cancéreuses», recommande notre expert.

Quand et qui consulter ?

Dès l'apparition de ces lésions dans la bouche, il est conseillé de consulter votre dentiste. Au besoin, celui-ci vous orientera vers un chirurgien.

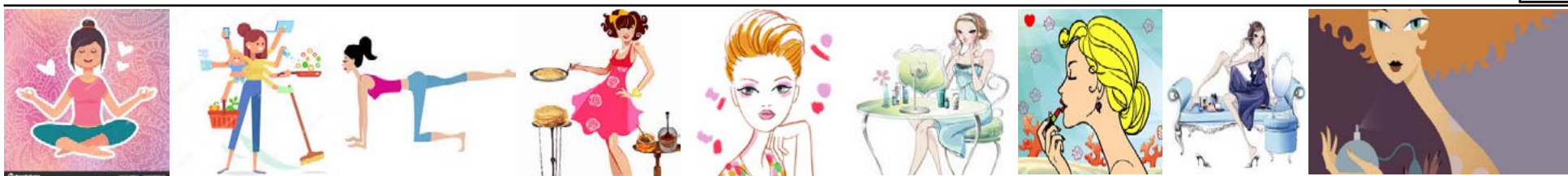
Comment pose-t-on le diagnostic ? Il repose sur l'interrogatoire de l'hygiène de vie du patient et l'observation des lésions. En cas de doute, une biopsie sera réalisée.

Comment soigner une leucoplasie ?

L'hygiène de vie dans un premier temps : avec l'arrêt du tabac et de l'alcool, il est possible de voir les lésions disparaître d'elles-mêmes. «Dans le cas contraire, si elles sont de grandes tailles et si elles sont susceptibles d'évoluer en cancer, le chirurgien-dentiste procédera à une exérèse, c'est-à-dire une ablation des lésions, en part. La cryothérapie est une alternative à la chirurgie», indique le dentiste.

Tout traitement doit s'accompagner de mesures d'hygiène pour éviter les récurrences :

- arrêt de la consommation de tabac,
- respect des règles d'hygiène bucco-dentaire,
- détartrage et reconstruction des dents si nécessaire.



Comment détendre un jean trop serré à la taille ?

Le jean est une pièce iconique, indémodable et confortable à condition de le choisir à la bonne taille. Lorsque ce dernier est serré au niveau de la taille, il peut se transformer en véritable cauchemar. Pour éviter ce problème, nous avons déniché sur TikTok une nouvelle astuce pour agrandir un jean trop petit et vous allez voir, c'est plutôt étonnant !

En effet, il arrive que dans notre session shopping, nous mettons la main sur un nouveau jean sans passer par la case cabine d'essayage, faute de temps. Une fois à la maison, nous nous empressons de l'essayer et là c'est le drame... Nous réalisons avec stupeur que cette petite pépite est un peu trop serrée au niveau de la taille : nous peinons à fermer la braguette et le bouton. Même problème avec notre vieux jean préféré, qui malheureusement, ne nous va plus au niveau de la ceinture ou des cuisses. Toutes nos idées de looks avec cette pièce vintage partent alors en fumée, car c'est un détail que nous n'avions pas anticipé. Heureusement, ce n'est pas irréversible, le jean, comme



le cuir, sont des tissus qui se travaillent. Nul besoin de céder à la panique : avec quelques techniques, il est possible de l'agrandir pour le rendre un peu plus à votre taille. Attention, on ne peut pas non plus faire des miracles, c'est l'histoire d'une taille en plus. Pour éviter de se tordre dans tous les sens et éviter la case retour en magasin, ou pour tout simplement prolonger la durée de vie de vos jeans,

nous avons déniché sur TikTok une astuce efficace, mais pour le moins... étonnante ! Détendre un jean trop petit : comment élargir un jean trop serré à la taille rapidement ? Cela arrive à tout le monde de se tromper au moins une fois en achetant un jean qui n'est pas à la bonne taille. Vous avez craqué dans la boutique, mais vous n'aviez pas le temps de l'essayer ou bien vous connaissez votre

taille, mais le modèle taille très petit ? Pire, vous avez retrouvé un superbe jean dans votre dressing, mais il n'est malheureusement plus à votre taille ? C'est tellement frustrant, mais rassurez-vous ce n'est pas une fatalité. Si c'est une histoire d'un ou deux centimètres, il existe des techniques sans passer par la case couture pour rendre votre jean trop serré à votre taille. Parce qu'on a pas toutes des doigts de fées avec une machine à coudre, nous avons trouvé pour vous une astuce très étonnante, mais efficace pour élargir le tissu de votre pantalon.

Comme presque à chaque fois que nous sommes dans une impasse stylistique, nous sommes allés faire un tour sur l'application TikTok. Cette application est une source d'inspiration inépuisable pour les fashionistas qui souhaitent découvrir des astuces toutes simples qui changent la vie et qui upgradent le style en deux temps trois mouvements. Vous souhaitez éviter les odeurs de transpiration sur vos vêtements ? Pas de souci, les utilisatrices de TikTok ont trouvé la solution.

Votre ceinture est trop grande et vous souhaitez la porter sans faire de trou ? Là encore, elles ont trouvé une technique simple et pas cher.

Cette fois, l'influenceuse mode @le_cochonquirit résout une autre problématique crainte par beaucoup de fashionista : le jean trop serré. Il n'y a rien de plus désagréable que de porter un jean qui n'est pas à notre taille, alors pour y remédier, la jeune femme a testé une astuce très étrange, mais qui fonctionne véritablement : l'astuce des coussins. Comme son nom l'indique, cela implique de vous munir de plusieurs coussins que vous allez rentrer dans votre jean trop petit. Il faut que vous «remplissiez» au maximum le tissu avec les coussins, surtout au niveau de la taille et des cuisses si ce sont des endroits qui vous serrent quand vous l'enfilez. Le but est de détendre la matière en l'étirant légèrement grâce aux coussins. Elle conseille de laisser le tout à l'air libre pendant trois jours avant de les retirer. Vous allez voir, le résultat est bluffant et vous allez vous sentir bien mieux !

Odeurs de transpiration sur les vêtements

L'astuce pour les éliminer avec un ingrédient tout simple et pas cher

Que ce soit au travail, dans les transports ou en faisant du sport, il y a une multitude d'activités qui rythment notre quotidien et au cours desquelles on peut transpirer, laissant ainsi des odeurs sur nos vêtements. Ces dernières sont désagréables et parfois tenaces, pouvant persister après un lavage en machine. Pour en venir à bout, nous avons déniché une astuce imparable sur TikTok.

La transpiration a beau être un processus naturel, elle est parfois source de petits tracas. En effet, son odeur n'est pas des plus plaisantes et, été comme hiver, elle a tendance à se déposer sur nos vêtements.

L'ennui, c'est que parfois, comme pour certaines taches, un lavage en machine à laver ne suffit pas pour en venir à bout. C'est souvent le cas lorsqu'on ne les lave pas immédiatement : la sueur imprègne les fibres du tissu et l'odeur finit par rester. Certes, c'est peut-être à cela que l'on reconnaît un bon entraînement ou une journée productive, mais



c'est embêtant de se retrouver avec des vêtements qui ne sentent pas la rose.

Si vous connaissez cette situation par cœur et que vous en avez marre de relaver plusieurs fois votre brassière de sport avant qu'elle ne sente à nouveau une odeur agréable, vous allez être ravie d'apprendre que nous avons trouvé la solution sur TikTok. Suivez le guide !

Odeur tenace de transpiration sur le linge après lavage : comment

l'enlever ?

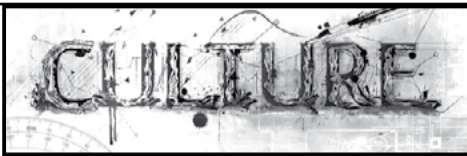
Lorsque le mercure baisse, on a tendance à privilégier les matières les plus chaudes de notre dressing. Seulement voilà, lorsque l'on passe de l'extérieur aux pièces chauffées ou au métro bondé, il peut arriver que l'on transpire à grosses gouttes. La suite, on la connaît, des taches jaunes apparaissent sur les vêtements. Heureusement qu'il existe une astuce efficace et naturelle pour les enlever,

car même après un lavage en machine, elles peuvent persister ! Même constat pour les odeurs de transpiration sur les vêtements, ce n'est pas évident à faire partir, surtout si l'on a laissé le linge en question traîner trop longtemps dans la poubelle à linge.

Rassurez-vous, là aussi, il existe une astuce toute simple et terriblement efficace pour y remédier. Et c'est bien sûr sur TikTok qu'on l'a déniché ! Cette application est une véritable source d'inspiration pour les fashionistas et il serait dommage de s'en priver. On y apprend de formidables techniques et conseils qui nous changent la vie tout en upgradant le style en un claquement de doigts. Par exemple, c'est sur cette plateforme que nous avons découvert comment enlever les bouloches sur un vêtement sans l'abîmer, mais aussi l'astuce naturelle pour raviver les vêtements et qu'ils restent éclatants.

L'utilisatrice @pogi13 vient à la rescousse de toutes celles qui se

retrouvent avec des vêtements qui sentent la transpiration et qui ne savent pas comment les éliminer facilement. Pour ce faire, vous aurez besoin d'un seul produit : des cristaux de soude. Cela se trouve facilement pour quelques euros dans les grandes surfaces ou les drogueries. Une fois que vous possédez l'ingrédient phare, il suffit de remplir une bassine d'eau chaude et d'y verser l'équivalent d'un verre de cristaux de soude. Mélangez bien le tout afin que le produit se dissolve. Une fois que vous avez bien touillé, il ne vous reste plus qu'à plonger votre vêtement sale et à le laisser tremper pendant 30 minutes. Lorsque le temps est écoulé, vous l'essorez et là, vous apercevrez que l'eau a changé de couleur, c'est que le processus a bien fonctionné ! Enfin, il ne vous reste plus qu'à mettre votre vêtement en machine avec un programme habituel. Votre bel ensemble de sport ou votre pull en maille ressortira tout propre avec une bonne odeur !



Commémoration des événements du 11 décembre 60

Hommage à la Moudjahida Annie Steiner

Un hommage a été rendu, samedi à Alger, à la Moudjahida et militante anticolonialiste Annie Steiner, qui a voué toute sa vie pour l'Indépendance de l'Algérie, puis pour sa reconstruction.

Accueillie à la Fondation «Ahmed et Rabah-Asselah» dans le cadre de la commémoration des événements du 11 décembre 1960, cette reconnaissance, organisée en collaboration avec Amar Moussi, homme de confiance et compagnon d'Annie Steiner, a vu la présence de nombreuses personnes qui ont salué la mémoire de cette grande moudjahida.

Une toile de peinture, conçue par l'artiste plasticienne Taous Ben Amara à l'effigie d'Annie Steiner a été dévoilée aux présents à cet hommage, une aquarelle réalisée en noir et blanc qui a restitué la belle âme d'Annie Steiner dans une conception empreinte de transparence et de clarté dans son rapport aux autres et à sa Patrie notamment.

Frapcée au dernier tiers de sa surface du texte «Cette femme n'est pas une mère», une des poésies d'Annie Steiner, la toile au titre éponyme, présente la Moudjahida attablée, en posture assise, la joue posée sur sa main, le regard fixe, «certainement attentive à l'appel de La Patrie», de l'avis de l'un des intervenants.



Artiste-plasticienne et poétesse, depuis 1998, Taous Ben Amara, qui expose jusqu'au 16 décembre, au siège de la Fondation «Ahmed et Rabah-Asselah», se pose en gardienne de l'Histoire et des valeurs ancestrales qu'elle déploie dans un mélange de couleurs qui obéit à une démarche créative prolifique, conforme aux normes académiques.

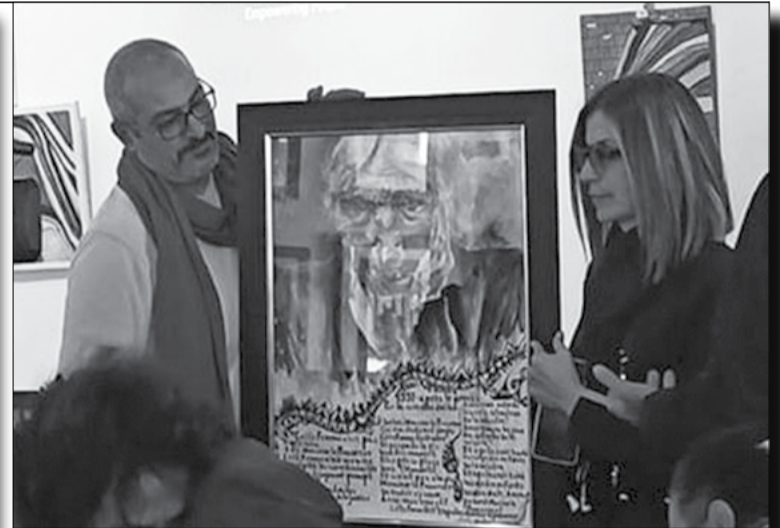
Quelques témoignages de gens qui ont connu la Moudjahida ont également rappelé son engagement et ses qualités humaines, évoquant la militante résolue à aller au bout de ses convictions avec ses frères et sœurs de combat pour l'indépendance de l'Algérie.

D'autres témoignages ont porté sur la période postindépendance où Annie Steiner, plus que jamais

animée par le sentiment du devoir national, avait activement contribué à la réorganisation administrative du pays en mettant à profit son savoir-faire et ses connaissances, après le départ de l'encadrement de la France coloniale.

Un documentaire d'une vingtaine de minutes intitulé «Annie», réalisé par le réalisateur franco-algérien Rachid Bouchareb a été, ensuite, projeté, illustrant en substance ce qui a été dit dans les différents témoignages.

La Moudjahida Annie Fiorio-Steiner, fervente militante de la cause algérienne durant la guerre de libération nationale (1954-1962), est née en 1928 à Hadjout, dans une famille établie en Algérie depuis trois générations, apprenant l'Arabe en cachette



dès l'âge de 12 ans, à un moment où les colons méprisaient les autochtones qu'ils qualifiaient «d'indigènes».

Diplômée universitaire en 1949, elle travaille dans les centres sociaux algériens, créés par Germaine Tillion (ethnologue française anticolonialiste et figure de la résistance) avec pour mission de soigner et d'alphabétiser la population.

C'est là où elle se rend compte de «l'oppression et de l'injustice du colonialisme français envers le peuple algérien», avait-t-elle confié.

Refusant de voir le système colonial réduire les Algériens à la misère et à l'exploitation, Annie Steiner place les valeurs de liberté et de justice au-dessus de tout, ce qui l'amènera à adhérer au Front

de Libération nationale (FLN).

Arrêtée en 1956 pour «activités subversives» suite à son engagement en faveur de l'indépendance algérienne, elle sera condamnée à six reprises et incarcérée dans la sinistre prison de Barberousse (Serkadji), sur les hauteurs d'Alger, et au pénitencier d'El Harrach, où elle subira pressions, intimidations et tortures psychologiques et physiques.

Au lendemain de l'indépendance, elle contribuera, avec d'autres cadres algériens, à la réorganisation de la nouvelle administration après le départ de l'encadrement administratif de la France coloniale.

Annie Fiorio-Steiner est décédée le 21 avril 2021.

Début à Alger des 2es journées cinématographiques du film du patrimoine, la Palestine invitée d'honneur

La 2e édition des journées cinématographiques internationales du film du patrimoine a débuté, samedi à la cinémathèque d'Alger, avec la participation de 14 films représentant 10 pays arabes dont la Palestine, invitée d'honneur de cette édition.

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a indiqué, dans une allocution lue en son nom par le Directeur général du Centre national de cinématographie et d'audiovisuel (CNCA), Mourad Chouih, que cet événement culturel «allie le septième art et le patrimoine culturel, les monuments, et les us et traditions populaires avec la participation d'artistes de l'intérieur du pays et de l'étranger avec le soutien du ministère».

Elle a souligné que cette manifestation «constitue une occasion pour renforcer et promouvoir notre patrimoine culturel varié à travers le monde», ajoutant que le

ministère «accompagnera les activités et les initiatives qui s'intéressent au patrimoine et au legs culturel algérien, notamment celles qui assurent la continuité et l'efficacité des activités».

Pour sa part, le commissaire de la manifestation, Tarek Salhi a expliqué que ces journées, organisées par l'Organisation algérienne du patrimoine, du tourisme et de l'artisanat en coordination avec le CNCA, sous le thème «le patrimoine un levier économique et touristique», verra la participation de 14 films représentant 10 pays dont l'Algérie, la Palestine, l'Egypte, la Tunisie, la Libye, la Syrie, l'Irak, l'Arabie Saoudite, ainsi que l'organisation de cinq ateliers au profit des étudiants et des amateurs des différents métiers du cinéma.

En lice pour les trois premières places dans la catégorie du court documentaire, ces films seront choisis par le jury présidé par la réalisatrice tunisienne Leila

Berhouma et les artistes Ahmed Hamam (Algérie) et Faraj Chetay (Libye).

Ce rendez-vous culturel «tend à affirmer l'importance de l'art et de la culture dans l'ancrage de l'identité nationale, la préservation du patrimoine culturel et sa protection contre toute tentative de vol ou d'aliénation», a souligné M. Salhi, arguant que «le choix de l'Etat de Palestine comme invité d'honneur s'accorde avec l'objectif même de cette manifestation dans l'inscription et l'archivage du patrimoine culturel et civilisationnel de la Palestine».

Le représentant de la communauté palestinienne en Algérie, également président du colloque palestino-algérien sur le patrimoine populaire, Faouaz Abou Khoucha, a salué l'Algérie et pour le choix de l'Etat de Palestine comme invité d'honneur de cette 2e édition, estimant que cela témoigne de



«la position ferme de l'Algérie à l'égard de la question palestinienne, notamment en cette conjoncture difficile».

Il a également saisi l'occasion pour saluer «le soutien fort apporté par l'Algérie à la résistance du peuple palestinien». A cette occasion, le film documentaire palestinien

«Dakirat Ethawra» (mémoire de la révolution) du réalisateur Saoud Mhena a été projeté en avant-première dans le cadre de la section «Panorama du cinéma palestinien» qui prévoit la projection de cinq films palestiniens, dont «Djissr Al Awda» (Le pont du retour).



Narges Mohammadi entamera une grève de la faim lors de la remise du Nobel de la paix

La militante iranienne Narges Mohammadi, emprisonnée dans son pays, va observer une nouvelle grève de la faim dimanche, journée hautement symbolique au cours de laquelle son prix Nobel de la paix sera remis, en son absence, à ses enfants à Oslo.

Farouche adversaire du port obligatoire du hijab pour les femmes et de la peine de mort en Iran, Mme Mohammadi va cesser de s'alimenter «en solidarité avec la minorité religieuse» Bahaïe, ont indiqué son frère et son époux lors d'une conférence de presse dans la capitale norvégienne samedi à la veille de la cérémonie Nobel.

«Elle n'est pas ici avec nous aujourd'hui, elle est en prison et elle sera en grève de la faim en solidarité avec une minorité religieuse», a déclaré son frère cadet, Hamidreza Mohammadi, dans une brève déclaration liminaire.

L'époux de la militante de 51 ans, Taghi Rahmani, a ensuite précisé que ce geste de solidarité visait la minorité Bahaïe, dont deux figures dirigeantes observent elles aussi une grève de la faim.

«Elle a dit +je vais commencer ma grève de la faim le jour où le prix m'est accordé et peut-être que le monde en entendra plus parler», a-t-il expliqué lors de la conférence de presse.



Plus importante minorité religieuse en Iran, la communauté Bahaïe y est la cible de discriminations dans de nombreux pans de la société, estiment ses représentants.

De santé fragile, Mme Mohammadi avait déjà observé une grève de la faim de quelques jours début novembre pour obtenir le droit d'être transférée à l'hôpital sans se couvrir la tête.

«Toujours dans nos cœurs» Récompensée par le Nobel en octobre pour «son combat contre l'oppression des femmes en Iran et sa lutte pour la promotion des droits humains et la liberté pour tous», la militante a été maintes fois arrêtée et condamnée ces dernières décennies.

Elle est un des principaux visages du soulèvement «Femme, Vie, Liberté» en Iran.

Le mouvement, qui a vu des femmes tomber le voile, se couper les cheveux et manifester dans la rue, a été déclenché par la mort l'an dernier d'une jeune Kurde iranienne de 22 ans, Mahsa Amini, après son arrestation à Téhéran pour non-respect du strict code vestimentaire islamique.

La contestation a été sévèrement réprimée.

Les parents et le frère de Mahsa Amini qui devaient recevoir, dimanche lors d'une cérémonie parallèle en France, le prix Sakharov décerné à la jeune femme à titre posthume, ont été interdits de quitter le territoire iranien, a annoncé samedi à l'AFP leur avocate en France.

Détenue depuis 2021 à la prison d'Evin de Téhéran, Mme Mohammadi sera, elle, représentée à la cérémonie d'Oslo



par ses enfants jumeaux de 17 ans, Ali et Kiana, exilés en France depuis 2015 et qui n'ont plus vu leur mère depuis près de neuf ans. Tous deux ignorent s'ils la reverront en vie: le garçon y croit, pas sa soeur.

«Pour ce qui est de la revoir en vie un jour, personnellement, je suis assez pessimiste», a confié Kiana lors de la conférence de presse. «La cause 'Femme, Vie, Liberté', la liberté en général et la démocratie valent la peine qu'on se sacrifie pour elles», a-t-elle souligné.

«Peut-être que je la reverrai dans 30 ou 40 ans», a-t-elle ajouté. «Mais ce n'est pas grave car elle

sera toujours dans nos cœurs».

Ali, lui, s'est au contraire dit «très, très optimiste» même si cela ne se produira sans doute «pas dans deux, cinq ou dix ans».

«Je crois à notre victoire», a-t-il affirmé, avant de citer une nouvelle fois sa mère: «la victoire n'est pas facile mais elle est certaine».

Dimanche, lors de la cérémonie de remise du Nobel, en présence notamment de la famille royale norvégienne, les jumeaux liront un discours que leur mère a réussi à transmettre à sa famille depuis sa prison.

PNL revient chanter pour «un jour de paix» à Gaza

Le groupe de rap PNL est sorti de son silence pour plaider en faveur d'«un jour de paix» à Gaza, théâtre du conflit entre Israël et le Hamas depuis deux mois, dans un single mis en ligne vendredi soir.

«J'peux pousser la mélo, j'peux faire que ça», chante le duo composé d'Ademo et son frère N.O.S, dans ce titre disponible depuis vendredi minuit sur les plateformes de streaming, promis à des écoutes par millions.

«Parfois on oublie qu'on est fait de la même chair (...) Paix sur Gaza», poursuivent les deux frères, de leurs vrais noms Tarik et Nabil Andrieu, sur un flow planant.

«Pour l'amour de la vie/Au nom de l'humanité/Dieu est grand/Un jour de paix», avait écrit PNL sur le réseau social X (ex-Twitter) jeudi soir, dans un message visionné dix millions de fois en vingt-quatre heures.

«Ce conflit engendre une souffrance extrême qui nous saute au visage et nous ne pouvons détourner les yeux. Impossible,



quand ça tourne au génocide», avait ensuite écrit le groupe sur Instagram.

N.O.S a précisé sur le même réseau que «les fonds seront reversés à des associations venant en aide à la Palestine ou ailleurs, visant à aider des civils opprimés dans le monde entier».

Extrêmement discrets, les deux frères de la cité des Tarterêts, à Corbeil-Essonnes, pratiquent une communication à minima et ne s'expriment pas dans les médias.

Fin octobre, N.O.S avait interpellé le président Macron sur Instagram et dénoncé «l'inaction de la France» face à la situation à Gaza.

La guerre entre Israël et le Hamas, entrée vendredi dans son 63e jour, a été déclenchée par une attaque sanglante et sans précédent perpétrée par le mouvement islamiste palestinien le 7 octobre sur le sol israélien à partir de la bande de Gaza. Selon Israël, 1.200 personnes, en



majorité des civils, ont alors été tuées.

En représailles, Israël a juré d'«anéantir» le Hamas, classé organisation terroriste notamment par les Etats-Unis, l'UE et Israël. Son armée mène des bombardements dévastateurs sur le territoire palestinien assiégé, parallèlement à une vaste opération terrestre lancée le 27 octobre.

Le ministère de la Santé du Hamas a fait état vendredi de 17.487 morts dans les bombardements

israéliens, à plus de 70% des femmes et enfants et jeunes de moins de 18 ans.

Les Palestiniens à Gaza vivent dans «l'horreur la plus totale», a dénoncé mercredi le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Volker Türk, soulignant «un risque accru» que des «crimes d'atrocités» soient commis, qui sont considérés comme les plus graves crimes (génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre).

«Tintin au Congo» enfin muni d'une préface sur son contexte colonial

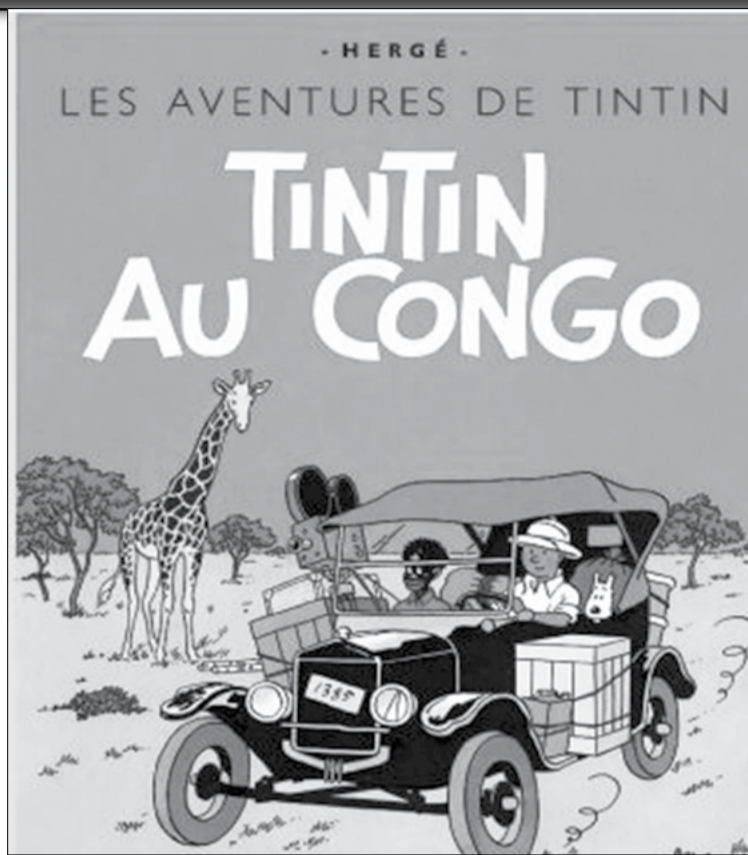
C'est sans beaucoup de publicité que «Tintin au Congo» est ressorti en novembre dans une version inédite, colorisée, dotée d'une nouvelle couverture mais surtout, pour la première fois, avec une préface qui remet dans son contexte cet album à la gloire de la colonisation.

«Tintin au Congo», par Hergé, est republié dans sa version originale, parue en feuilleton en 1930-1931 dans Le Petit Vingtième, et en volume en 1931. Alors qu'à l'époque il était en noir et blanc, les éditions Moulinsart et Casterman ont ajouté des couleurs.

L'album est vendu au sein d'un coffret appelé «Les colorisés», sorti le 1er novembre. Il comprend aussi «Tintin au pays des Soviets» (1930) et «Tintin en Amérique» (1932).

L'éditeur a très peu communiqué sur cette parution, malgré son importance. Pascal Blanchard, historien spécialiste de l'imaginaire et de la propagande colonialistes, n'en avait ainsi jamais entendu parler avant que l'AFP ne la lui montre.

«C'est très intéressant et intelligent de leur part de faire ce travail. Car il faut publier Tintin tel qu'il était à l'époque», affirme-t-il. Mais «je trouve étonnant que la couverture ne mentionne pas cet avant-propos. Et que le petit garçon congolais disparaît : cette couverture, ils l'ont déracialisée!» Dans l'édition de 2023, Tintin y fait face à un lion. Les lecteurs connaissent mieux celle de la version couleur de «Tintin au Congo» de 1946, où Tintin est au volant. Cet album avait été entièrement revu. Exemple : à l'intérieur, Tintin donne un cours de mathéma-



tiques à des écoliers congolais, alors qu'à l'origine (et donc dans l'édition de 2023) sa leçon porte sur «votre patrie: la Belgique!...» - «Pur esprit paternaliste» - Sur les aventures du jeune reporter dans ce très vaste pays qui fut colonie belge de 1908 à 1960, la polémique ne s'est jamais vraiment éteinte depuis plus d'un demi-siècle. Autour d'une question surtout: les personnages noirs de l'album sont-ils représentés de manière simplement caricaturale, ou franchement raciste? Hergé lui-même avait vu cette controverse monter à la fin de sa vie. Il avait répondu au journaliste Numa Sadoul en 1975: «Je ne connaissais de ce pays que ce que les gens en racontaient (...) Je les ai dessinés, ces Africains, d'après ces critères-là, dans le plus pur esprit paternaliste qui était celui de l'époque».

Pour cette préface, l'auteur choisi n'est pas un observateur neutre. Philippe Goddin, expert de BD, préside l'association Les Amis de Hergé.

Il a longuement recherché les sources choisies par Hergé, à la fois iconographiques, pour son dessin, et textuelles, pour son scénario. Et il ne voit pas de racisme.

«On a dit qu'Hergé a odieusement caricaturé les Congolais. Raciste, lui? Il s'en est vigoureusement défendu (...) Il brocarde allègrement tout son monde, Blancs comme Noirs», écrit le préfacier.

Une position qu'il explique à l'AFP: «On est raciste à partir du moment où on veut dénigrer, rabaisser l'autre, ce qui n'est pas le cas de «Tintin au Congo». Bien sûr, il y a des stéréotypes, des caricatures. Hergé insiste sur



les grosses lèvres, les nez épatés, comme beaucoup de dessinateurs à l'époque. Mais pour moi, même si la frontière est fragile entre caricature et racisme, il ne la franchit pas.

- Eponge de son époque? - Pascal Blanchard se dit peu convaincu.

«Cette préface est très contestable. Elle nous dit Hergé serait une simple éponge de son époque. C'est léger, c'est faux», estime-t-il.

«Hergé a fait un choix politique d'ignorer les sources qui décrivent la violence de la colonisation», ajoute l'historien. «Et Philippe Goddin abuse d'un paradoxe: en nous montrant qu'Hergé est au plus près des photos qui lui parviennent du Congo, il considère que l'iconographie sur les colonies, dans un pays doté d'une agence de propagande coloniale, deviendrait une source de véracité. Non, c'est une propagande».

Pascal Blanchard en aurait voulu plus: «une deuxième

préface signée d'un grand historien comme Elikia M'Bokolo», Congolais spécialiste de l'Afrique aux XIXe et XXe siècles.

Le Conseil représentatif des associations noires (Cran), collectif français, a plusieurs fois interpellé sur la nécessité d'ajouter une préface à «Tintin au Congo», en vain. Il salue aujourd'hui la préface de 2023.

«C'est depuis 2007 qu'on se bat pour l'avoir, donc c'est une satisfaction. Le bon sens l'a emporté», a déclaré à l'AFP le fondateur du Cran, Patrick Lozès.

«Cet album renvoie à une époque, heureusement révolue, où il était acceptable de considérer les Noirs comme des êtres inférieurs», a-t-il ajouté. «Dans l'album, les Africains sont les seuls à s'exprimer comme des imbéciles. Même un chien parle mieux qu'eux. On ne pouvait plus laisser les jeunes lecteurs face à ça, sans contexte, sans explication».

Une «boulangerie-prison» mise au jour à Pompéi

Des esclaves enfermés, des ânes aux yeux bandés dans un espace confiné: des archéologues ont mis au jour une «boulangerie-prison» dans la cité antique de Pompéi, détruite en l'an 79 par l'éruption du Vésuve.

Ces excavations menées dans une maison ont permis de découvrir «une pièce étroite sans vue extérieure, dotée de petites fenêtres avec des barreaux en fer pour laisser passer la lumière», a annoncé dans un communiqué le site situé près de Naples, dans le sud de l'Italie.

Les archéologues ont conclu à la présence d'une «boulangerie-prison, où les esclaves et les ânes étaient enfermés et exploités pour moudre le grain nécessaire à la production du pain».

Les recherches ont aussi révélé la présence de «gravures au sol pour coordonner le mouvement des animaux, obligés de tourner pendant des heures avec les yeux bandés».

La maison, en cours de rénovation, était «divisée - comme c'est souvent le cas - en un secteur résidentiel orné de fresques raffinées et une zone de production destinée ici à la fabrication du pain», ajoute le communiqué. Trois squelettes

Dans l'une des pièces de la boulangerie, trois squelettes avaient déjà été retrouvés ces derniers mois, confirmant que la maison était habitée.

«Il faut imaginer la présence de personnes au statut servile dont le propriétaire a ressenti le



besoin de restreindre la liberté de mouvement», a souligné le directeur du site de Pompéi Gabriel Zuchtriegel dans un article

scientifique.

«C'est l'aspect le plus choquant de l'esclavage antique, celui dépourvu à la fois de relations

de confiance et de promesses d'affranchissement, où on était réduit à la violence brutale, une impression entièrement confirmée par la sécurisation des fenêtres avec des barreaux de fer.»

La cendre volcanique crachée il y a 2.000 ans par le Vésuve s'est sédimentée sur la plupart des habitations de Pompéi, ce qui a permis de les préserver presque intégralement, tout comme nombre des corps des 3.000 morts que causa la catastrophe.

Pompéi, classée au patrimoine mondial de l'Unesco, est la deuxième destination touristique la plus visitée d'Italie après le Colisée de Rome.

Samy, étudiant algérien de 20 ans, tué par balle à Montréal

Un nouveau drame est survenu au Canada, touchant l'un des membres de la communauté algérienne à Montréal. Samy A, un étudiant d'origine algérienne qui a été retrouvé mort dans son véhicule dans le quartier de Saint-Léonard à Montréal.

Les faits se sont déroulés le 30 novembre dernier, lorsqu'un passant découvre, vers 14 h 15, le corps inanimé du jeune Algérien, dans sa voiture.

Un étudiant algérien tué à Montréal, son agresseur en fuite. Alertés par le passant qui a fait la

macabre découverte, les éléments de la police ont directement constaté le décès du jeune étudiant. Une enquête a été ouverte pour trouver les traces de l'auteur de ce crime, et a révélé que Samy a été tué par balle.

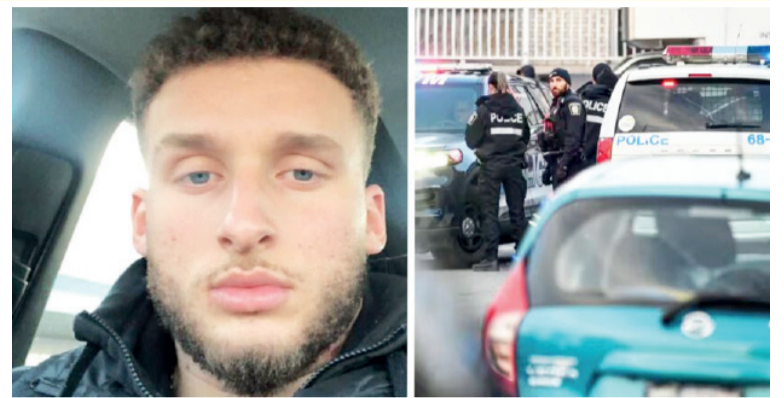
Un périmètre de sécurité a été déterminé pour entamer les investigations et un maître-chien a été mobilisé pour trouver les preuves. Quant au suspect à l'origine du tir mortel, celui-ci est toujours en fuite. Il convient que le quartier dans lequel a été tué Samy a connu plusieurs épisodes de violence par arme

à feu. D'ailleurs, l'adolescente algérienne, Meriem Boundaoui, a été tué par balle, dans le même quartier de Montréal. Le meurtre de cette adolescente de 15 ans, pendant l'hiver 2021, avait choqué le Québec entier.

L'enquête se poursuit pour retrouver le tueur de Samy.

Une cagnotte en mémoire de Samy

Par ailleurs, suite au décès de cet Algérien, de 20 ans, ces funérailles ont eu lieu le samedi dernier à la mosquée du centre islamique du Québec. Par ailleurs, pour rendre hommage à étudiant en médecine,



sa famille et ses proches ont décidé de lancer une cagnotte en ligne.

Cette collecte de don vise à financer la construction de plusieurs puits

en Afrique et en Asie, notamment pour des peuples qui sont dans le besoin. Une initiative qui vise à honorer la mémoire de Samy, tué par balle à Montréal.

PERMIS D'ÉTUDES : Le Canada augmente ses exigences financières



Le Canada a décidé de changer ses conditions pour les étudiants étrangers qui souhaitent voyager au Canada pour poursuivre leur cursus. Le ministre l'immigration, Marc Miller, a annoncé une hausse significative des exigences financières pour les étrangers sollicitant un permis d'études. Dans ce sillage, le ministre canadien de l'immigration a fait savoir que cette mesure vise à mieux préparer les étudiants algériens à affronter le coût de la vie qui ne cesse d'accroître au Canada.

Le Canada augmente les exigences financières pour les étudiants internationaux. Selon le ministre de l'Intérieur, cette augmentation permettra aux étudiants internationaux de faire connaissance des réels coûts de la vie dans ce pays. Il estime, par ailleurs, que ces changements sont nécessaires dans la mesure que les exigences financières, établis dans les années 2000, ne suivent plus de coût de la vie dans le Canada.

Ainsi, à partir du 1^{er} janvier 2024, les étudiants qui souhaitent partir étudier au Canada devront montrer

qu'ils ont accès à plus de 20 635 dollars canadiens dans leurs comptes bancaires, pour obtenir un permis d'études pour le Canada. Rappelons, actuellement, les étudiants étrangers devront disposer uniquement de 10 000 dollars. Cette nouvelle exigence s'ajoute aux droits de scolarité et aux frais de voyage.

Une mesure certes, importante pour le gouvernement, mais qui risque de ralentir l'arrivée des nouveaux étudiants dans le pays. Dans la suite des nouveaux changements prononcés par le ministère, la prolongation de la dérogation autorisant aux étudiants étrangers de travailler plus de 20 heures par semaine. Et ce, jusqu'au 30 avril 2024. Offrant, ainsi, à ces étudiants une marge supplémentaire pour s'intégrer financièrement. Suite à l'annonce de ces changements, Marc Miller a fait savoir que ces mesures permettront une meilleure préparation pour la vie au Canada tout en favorisant une meilleure intégration dans la société.

CAMBRIOLAGE D'USINES À ALGER : Pris en flagrant délit, un réseau spécialisé démantelé

Un réseau criminel spécialisé dans le cambriolage d'usines a été démantelé à Alger. En effet, les services de la gendarmerie nationale de la wilaya d'Alger ont mis la main sur 6 individus formant le plus dangereux et redoutable réseau de vol à main armée visant des usines. Pris en flagrant délit, 3 individus du réseau criminel ont été arrêtés suite à un appel téléphonique sur le numéro vert (1055), mentionnant un vol en cours dans une usine d'une usine à Oued Smar. Les auteurs de ce vol, cagoulés et équipés d'une armada d'armes blanches, ont été tous arrêtés



suite à l'intervention express des services de la gendarmerie de Bir Mourad Rais et de Oued Smar.

Par ailleurs, suite à l'enquête menée, les autres individus formant le groupe criminel spécialisé dans le vol d'usines ont été appréhendés et présentés devant le procureur de la République.

Lors de cette opération, les services de la gendarmerie ont pu récupérer 110.000 dinars, des pneus et

batteries volés, ainsi que les outils que les mis en cause utilisaient pour aboutir à leur fin.

Lutte contre le trafic illicite des psychotropes : importante saisie à Skikda

Les services de la sûreté nationale de la wilaya de Skikda ont réussi à arrêter deux trafiquants de psychotropes. En effet, suite à l'opération menée par les services de la police de la wilaya de Skikda, une importante saisie a été effectuée.

Plus de 6000 comprimés (pregabalin 300) ont été découverts dans le véhicule transportant les deux mis en cause.

Une trentaine d'exposants à la 8e édition de la Foire nationale du miel

Une trentaine d'exposants de différentes wilayas du pays ont pris part à l'ouverture, dimanche à Boumerdes, de la 8e édition de la Foire nationale du miel et des produits de la ruche. Près de 30 exposants, dont une majorité de producteurs de miel et dérivés, et autres opérateurs économiques et investisseurs de la filière apicole, issus des wilayas de Boumerdes, Tipasa, Tizi-Ouzou, Chlef, Blida et Alger, assurent l'animation de cette nouvelle édition du genre qui se tient dans un espace ouvert à proximité de la gare ferroviaire du centre-ville de Boumerdes.

Une forte affluence de visiteurs, dont particulièrement des femmes de différentes communes de la région et d'autres lointaines, intéressées par les produits de

beauté naturels confectionnés à base de miel et des produits de la ruche, caractérise cet événement commercial qui se poursuivra jusqu'au 19 décembre courant.

D'autres partenaires de la filière, dont le secteur des forêts, des spécialistes en agriculture et autres représentants des dispositifs de soutien à l'emploi et à l'investissement et des compagnies d'assurance, venus faire la promotion des différents avantages assurés par l'Etat au profit des jeunes, participent, aussi, à cette foire.

La forte affluence enregistrée à ce Salon s'explique par la qualité des produits exposés et leurs prix relativement abordables, le kg de miel est proposé dans une fourchette de 3000 à 6000 DA, outre la notoriété acquise par cette manifestation, a estimé

le directeur de la Coopérative agricole publique de collecte et commercialisation du miel et dérivés, Ali Djemaâtene, organisatrice de l'événement.

Différentes variétés de miel et autres produits de la ruche, outre des produits d'esthétique faits à base de miel et divers équipements de la ruche et des produits artisanaux traditionnels, sont exposés et proposés à la vente, par les participants à cette foire.

Le Salon, organisé en coordination avec la direction de wilaya des services agricoles, propose, aussi, une multitude de plats populaires traditionnels et de gâteaux faits à base de miel.

Des stands d'exposition ont été également dédiés à des producteurs de plants d'oliviers, de fleurs et de bois d'ornement.